

Les diasporas et leurs implications socio-politiques dans les pays d'origine : perspective comparative des immigrants de Belgique francophone issus de la Côte d'Ivoire et du Cameroun

Mémoire réalisé par
Idrissa Sangaré

Promotrice
Jacinthe Mazzocchi

Co-Promoteur
Issa Haman

Lectrice
An Ansoms

Année académique 2016-2017
Master Sciences de la Population et du Développement – finalité Développement

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au code de déontologie pour les étudiant (e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Remerciements

Avant toute chose, je souhaite remercier ma promotrice et mon co-promoteur pour l'ensemble des échanges que nous avons eu tout au long de l'année. Par ailleurs cette année, un cycle de conférence s'est tenu à l'UCL, « Migrations Regards Croisés » organisé entre autre par ma promotrice. Les différentes interventions furent très enrichissantes en termes de contribution à mon travail.

Ensuite, je tiens à remercier particulièrement toutes les personnes interviewées, pour s'être prêtées à l'exercice et s'être livrées sur des choses qui étaient personnelles. Par ailleurs, j'espère avoir traduit le plus fidèlement possible les différents récits dans mon analyse.

Je veux également remercier l'ensemble des personnes qui de près ou de loin (les professeurs et les doctorants entre autre) ont permis par leurs contributions la réalisation de ce mémoire.

Un grand merci aussi à ma famille pour m'avoir soutenu lors de mes études en population et développement. Enfin, je ne saurai terminer sans dire merci à Tiffany avec qui j'ai pu échanger sur les diasporas tout au long de ce travail, du fait de son engagement et de son travail à promouvoir les valeurs d'échanges entre peuples de divers horizons.

Table des matières

Table des matières	4
I. Introduction générale.....	6
A. Introduction à la problématique.....	6
B. Concepts, théories et recherches.....	7
Diaspora	7
Immigration	8
Immigré	9
Développement.....	10
C. Question de recherche	11
II. Etat de l'art	15
A. Etude du phénomène migratoire.....	15
Migrations africaines.....	16
Les migrations ivoiriennes et camerounaises	17
B. Impact des immigrés dans les pays d'origine	19
III. Cadre méthodologique de la recherche	23
A. Méthodologie.....	23
B. Echantillon.....	24
C. Analyse des données.....	27
D. Défis éthiques de la recherche	28
E. Limites de la méthode.....	29
IV. Analyse comparative de la diaspora ivoirienne et camerounaise.....	30
A. Diaspora ivoirienne.....	30
Création de la diaspora	30

Formes de liens avec pays d'origine	31
Associations	31
Positionnement par rapport au pays en terme politique	33
Type d'investissement dans le pays d'origine.....	35
Importance de la diaspora pour les pays d'origine.....	37
B. Diaspora camerounaise.....	38
Création de la diaspora.....	38
Formes de liens avec pays d'origine	38
Associations	38
Positionnement par rapport au pays en terme politique	39
Type d'investissement dans le pays d'origine.....	40
Importance de la diaspora pour les pays d'origine.....	41
V. Grandes tendances des diasporas	43
VI. Conclusion générale	47
VII. Bibliographie.....	51
Articles scientifiques	51
Articles de presse et de revues diverses	54
VIII. Annexes.....	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 1 – Rémittences.....	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 2 - Guide d'entretien pour interview.....	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 3 – Entretiens semi-directifs : retranscriptions.....	Erreur ! Signet non défini.

I. Introduction générale

A. Introduction à la problématique

La migration est un phénomène naturel qui existe depuis l'aube de l'humanité, et qui représente toujours un défi pour les sociétés qui y sont confrontées. Le déplacement des personnes et leur installation dans de nouveaux territoires a souvent suscité des réactions de rejet de la part des populations autochtones. Le cas des immigrés arrivés ces dernières années dans l'Europe de l'Ouest a une fois de plus mis en avant de nombreux enjeux liés au déplacement, à l'installation et à l'intégration des populations issues de ces vagues d'immigration. Pourtant, celles-ci contribuent au développement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil. En effet pour beaucoup d'entre eux, si migrer à un moment donné de leur vie était une solution envisagée de manière temporaire, elle prend souvent un caractère plus définitif et l'installation dans le pays d'accueil devient durable. Pourtant, cela ne signifie pas que ces derniers veulent oublier leur pays d'origine : elles souhaitent souvent garder un lien fort avec leur région d'origine. Dès lors, ces immigrés deviennent d'une manière ou d'une autre des acteurs directs ou indirects de développement ou d'influence dans leurs régions d'origine. Ces liens peuvent s'avérer souvent très complexes ou même prendre plusieurs formes, en fonction du caractère particulier entretenu avec le pays d'origine.

La recherche présentée dans ce mémoire s'intéresse aux diasporas camerounaises et ivoiriennes et s'inscrit dans l'analyse du phénomène des migrations eu égard à la vague de migrants qui depuis l'année 2015 arrive en Europe. Si pour certains il s'agit de fuir la guerre, pour d'autres c'est une situation sociopolitique désastreuse à laquelle ils tentent d'échapper, en essayant d'atteindre l'Europe, considérée comme un eldorado.

Dans ce contexte, les pays accueillant les migrants se retrouvent dans des situations où ils doivent à la fois gérer l'opinion de leur population pas toujours favorable à ces arrivées et mettre en place des politiques d'insertion de ces personnes qui arrivent.

Il nous semble donc important dans ce cadre de se pencher sur l'étude des populations dites des diasporas ou communautés et surtout d'analyser le rapport qu'elles entretiennent avec leurs pays d'origine. La plupart des migrants arrivent de façon individuelle dans leur pays d'accueil. Ce sont principalement des hommes, qui souhaitent par la suite faire venir leurs familles respectives. Pour y parvenir, ils doivent généralement d'abord réussir à obtenir un

statut légal et une situation socio-économique : pour y parvenir, et afin de ne pas rester seul face aux défis posés par la vie dans le nouveau pays d'accueil, ils créent des réseaux pour entrer en contact avec des membres de leurs pays d'origine, qui forment ce qu'on appelle communément « diaspora ». Ceux-ci entretiennent des liens avec leurs pays d'origine, sur lesquels porteront notre recherche.

B. Concepts, théories et recherches

Avant toute chose, il nous convient de définir ou établir des concepts et théories qui sont utilisés quand on aborde la question des migrations en général et plus spécifiquement des rapports avec les pays d'origine. Pour cela il est important de définir et de comprendre les différentes définitions qui nous permettront de mieux appréhender ce phénomène.

Diaspora

Le mot diaspora comme le définit Bruneau dans son ouvrage est : « un groupe social qui se pense comme tel en fonction d'une identité qui se définit par rapport à des liens familiaux, communautaires, religieux, linguistiques et économiques mais aussi par rapport à un arrachement au lieu ou territoire d'origine à la suite d'un traumatisme plus ou moins brutal¹ ». Cette définition semble être la réalité que l'on peut observer au sein des communautés étudiées dans le cadre de ce mémoire. Car dans celles-ci, on trouve certes un ensemble de personnes liées par l'appartenance à un même pays mais qui se décompose dans le pays d'accueil en plusieurs entités. Pourtant d'autres définitions retiendront notre attention tant le terme diaspora en lui-même renferme plusieurs interprétations qui peuvent parfois aussi englober le terme « communauté ». Nous avons entre autres celle de « Perspective monde » qui définit la diaspora comme « un terme pour décrire d'abord un phénomène de dispersion d'une partie d'une population au-delà de ses frontières nationales. Pour constituer une diaspora, les communautés d'expatriés doivent cependant conserver des attaches avec le pays d'origine, ou des pratiques ou des habitudes propres au pays. Exemple : la diaspora juive, la diaspora chinoise, la diaspora arménienne. Ce niveau d'attachement est cependant variable ; les liens peuvent être économiques, politiques ou culturels. Si les liens sont rompus voire inexistants, il ne s'agit pas d'une diaspora. Les communautés dispersées se donnent souvent

¹ Bruneau, 2009. « Exil, refuge », pp. 9-10.

² Perspective monde, Diaspora, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?idictionnaire=1627>

des organisations, des porte-paroles ou des rituels permettant le maintien du lien. La dispersion est souvent le fait d'une guerre, d'une révolution, d'une répression, d'un génocide ou d'un phénomène collectif; la référence à l'événement déclencheur constitue une composante essentielle de la construction de l'identité des communautés dispersées ²».

Ainsi donc cette définition prend plus en compte le fait qu'une diaspora se crée dans un contexte spécifique à l'instar ici de la communauté juive qui fuyant la répression ou la guerre à un moment donné de son histoire, s'est retrouvée dans plusieurs parties du monde. Ils vont alors créer un cadre de retrouvailles permettant à ces membres de se réunir pour lutter à distance contre la répression.

A la suite de toutes ces définitions, nous allons considérer tout au long de notre analyse que la diaspora est utilisée pour parler d'un groupe d'individus ayant un pays d'origine en commun, entretenant des liens avec celui-ci et formant un groupe qui interagit entre eux dans leur pays d'accueil. Néanmoins, au cours de notre investigation, le mot « communauté » a été préféré par l'ensemble des interviewés au mot « diaspora ». Au sein des deux groupes étudiés dans cette recherche, les personnes ont toujours eu recours à cette appellation pour se désigner elles-mêmes au sein du groupe et pour désigner le groupe lui-même. Et à la question de savoir si pour elles il y avait une différence, bon nombre d'interviewés n'en ont pas trouvé. A vrai dire, elles se reconnaissaient plus d'emblée dans le mot « communauté » car il fait référence à la désignation dans le pays d'origine d'un groupe ou d'un ensemble de personnes ayant des liens communs ou une appartenant au même ensemble ethnique. C'est pourquoi dans le cadre de cette recherche, ce terme « communauté » sera autant utilisé que le terme « diaspora ».

Par contre il est une précision quant à l'emploi du terme diaspora en général et en particulier dans le cadre de notre analyse. A savoir que tous les migrants ne forment pas une diaspora³ : seuls ceux qui se reconnaissent et se revendiquent de cette identité peuvent être considérés comme membres d'une diaspora (Alejandro Grimson, 2015).

Immigration

L'immigration est perçue comme un phénomène regroupant un ensemble de personnes ayant des caractéristiques communes dans un processus de déplacement d'un point à un autre point. C'est dans ce sens que pour certains elle regroupera des personnes qui décident de quitter leur

³ Grimson, Alejandro. 2015. « Douze idées reçues sur les migrations », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 23 – 32.

pays d'origine pour une installation dans un autre pays de façon temporaire, cette temporalité de l'installation répondant à un besoin de fuir ou de s'éloigner d'une situation grave d'atteinte à la liberté des personnes à un moment donné mais avec l'espoir ou l'envie de retourner dès que possible du lieu d'où l'on vient. Pour ces personnes, l'idée de fuir pour trouver refuge ou abri dans un autre lieu quand on se retrouve face à une situation dangereuse semble être naturelle. Malgré tout, l'immigration pourra prendre un caractère définitif en fonction des contextes dans lesquels les personnes évoluent ou évolueront, comme illustré par un interviewé : « *on sait quand on part, mais pas quand on revient*⁴ ». D'une situation au départ temporaire, elle deviendra donc définitive pour une partie de ces individus, compte tenu de plusieurs facteurs qui entreront en ligne de compte au cours des années passées, que ce soit le libre arbitre ou les contraintes. Par exemple, une fois arrivé dans son pays d'accueil, l'immigré peut être confronté au désir de vouloir demeurer à long terme dans celui-ci car il correspond à ses attentes et donc il mettra tout en œuvre pour y arriver. Il y a également le besoin le plus naturel de l'homme de fonder une famille, avec une personne rencontrée sur place, ce qui donnera place à des êtres qui appartiendront à ce nouveau lieu tout en se réclamant aussi du pays d'origine d'un de ses parents.

L'immigration est par ailleurs aussi analysée sous d'autres angles notamment, l'immigration dite économique ou les individus sont à la recherche d'un bien-être économique. (Flore Gubert, 2010)

Immigré

L'immigré quant à lui est défini par le critère du pays de naissance, selon le centre fédéral des migrations, Myria. « Il s'agit de toutes les personnes nées à l'étranger et résidant officiellement en Belgique. Elles ont quitté un autre pays pour venir s'établir en Belgique. Le critère est le pays de naissance. Les personnes immigrées incluent de ce fait des personnes de nationalité étrangère et des personnes devenues Belges⁵ ». Mais il ne faut pas oublier que cette définition ne prend en compte que la population répertoriée, celle qui est légalement installée dans le pays et reconnue comme telle.

⁴ Témoin L

⁵ Myria, 2016. « Migrations en Belgique : données statistiques », Migrations en Belgique données statistiques, en ligne [http://www.myria.be/files/Migration2016-2-Migrations en Belgique donnees statistiques.pdf](http://www.myria.be/files/Migration2016-2-Migrations%20en%20Belgique%20donnees%20statistiques.pdf)

Développement

Le développement est un terme vaste qui en lui-même, renferme de nombreuses interrogations. C'est pourquoi les définitions qui en sont données ne trouvent pas les mêmes échos chez les bénéficiaires que chez les personnes qui travaillent dans le secteur du développement. Il faut noter que le développement est un concept bien occidental, né dans une période de l'histoire où l'Europe sort de la Seconde Guerre Mondiale et où les Etats-Unis et la Russie se livrent une guerre froide, en utilisant tous les moyens disponibles pour attirer dans leur sillage les autres pays encore hésitant ou pas acquis entièrement à leur cause. Nous avons donc le bloc occidental dirigé par les USA qui avec le plan Marshal, injectent de l'argent dans les pays européens pour obtenir une certaine croissance et faire ainsi barrage au communisme avec comme leader la Russie. Nous retiendrons particulièrement de ce plan Marshall la politique de l'économiste Rostov, qui présente le développement de toute société comme passant par la loi des cinq étapes pour selon lui « être développé ». Ces cinq étapes sont : la société traditionnelle, marquée par des technologies primitives où les individus sont guidés par la tradition et des valeurs liées à la terre entre autre, celle des pré-conditions du décollage, elle correspond selon lui à ce qu'il s'est passé en Europe Occidentale à la fin du 17^e voire début 18^e siècle. La troisième étape concerne le décollage qui correspond à la période de l'industrie naissante avec des ouvriers industriels, avant d'arriver au chemin vers la maturité qui correspond à la période de progrès économique. Enfin, on retrouve la dernière étape, celle de la consommation de masse, où les individus ont accès à la consommation de masse des biens durables. Ce n'est qu'à la fin de cette dernière étape selon Rostov⁶ que la société passera du traditionnel à la modernité.

Pourtant pour ce qui est le cas de notre objet d'étude, il conviendrait d'avoir une autre approche du concept de développement qui collerait mieux à la réalité de notre public cible. Et surtout de voir si elle correspond à la manière dont les individus définissent le développement. C'est pour cela que nous avons trouvé une autre définition qui est celle donnée dans les sciences sociales et qui associe le terme développement à l'amélioration des conditions de vie socio-économique des personnes : « le terme de développement, utilisé dans les sciences humaines, désigne l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population, et renvoie à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être »⁷.

⁶ Rostow, Whitman, 1960. « Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste », Economica.

⁷ Selon la définition fournie par le site <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>

Et c'est bien cette dernière définition que nous retiendrons dans le cadre de notre travail de recherche. Parce que le développement pour les communautés étudiées ou les groupes de communauté étudiés, c'est faire en sorte à travers différentes interventions et implications dans la vie sociale et politique de leurs communautés d'améliorer la vie dans le pays d'origine.

C. Question de recherche

Il s'agira dans cette recherche de démontrer que les immigrants ont un impact positif en ce qui concerne le développement de leur pays d'origine, pour contrer l'image des pays en développement incapables de s'occuper de leur propre développement. Et particulièrement dans un contexte de crise où de nombreux pays fournisseurs de l'aide au développement envisagent de réduire celle-ci. En effet, l'aide publique au développement (APD) a depuis la crise de 2008 connu un net recul, comme le démontre un rapport de l'OCDE⁸ paru le 04/04/2012, qui expose la nouvelle orientation donnée à cet outil de l'UE, pour les pays du Nord aussi frappés par cette crise.

Ainsi, dans notre étude, il s'agira d'essayer de démontrer comment l'apport tant au niveau économique que social ou politique des membres de la diaspora en terme de développement dans leur pays d'origine se manifeste et à quel niveau. Outre l'implication socio-économique, la recherche s'attardera plus spécifiquement sur l'implication politique dans le pays d'origine. Nous allons donc tenter d'analyser l'exemple des immigrants de Bruxelles venant de l'Afrique de l'Ouest en étudiant le cas de la Côte d'Ivoire, et ceux venant de l'Afrique Centrale via le cas du Cameroun.

Ma question de recherche sera la suivante : quelle est l'influence sociopolitique de la diaspora sur son pays d'origine : le cas des diasporas Camerounaises et Ivoiriennes.

Jusqu'à présent, de nombreuses théories se sont évertuées à présenter les immigrants comme des acteurs de développement de leur pays d'origine essentiellement via leur capacité à transférer des fonds vers ceux-ci, les remittances ou autres formes d'aide financière des migrants envers leurs familles restées au pays. Ma recherche propose de prendre en compte cet aspect de pourvoyeur de fond, mais d'y ajouter d'autres facteurs qui font des migrants de véritables acteurs de développement tant au niveau économique que social et surtout

⁸ OCDE. 2016. "Développement: L'aide Aux Pays En Développement Fléchit Sous L'effet de La Recession Mondiale - OCDE." Accessed May 13. <http://www.oecd.org/fr/presse/developpementlaideauxpaysendevveloppementflechitsousleffetdelarecessionmondiale.htm>.

politique. De plus en plus de membres de la diaspora envisagent dorénavant un retour réel dans leur pays d'origine pour y investir dans des projets de développement. Nous pouvons à cet égard prendre en exemple le cas de la population turque qui vit en Belgique depuis des d'années, mais qui ne manque pas de retourner en Turquie régulièrement et qui entretient même un lien économique, social et politique très fort avec le pays d'origine⁹ comme le souligne Mehmet Koksall dans « Migrations Magazine - Le siècle des diasporas n° 11 ». En attendant la réalisation de ces projets, beaucoup d'entre eux souhaitent que la diaspora soit considérée comme une force pour leur pays d'origine, qui veut être prise en compte. C'est pourquoi elle s'implique à plusieurs niveaux, notamment associatif, dans le devenir de leur pays en tant que membre à part entière.

Partant de ce constat, il est important de dégager des hypothèses qui tout au long de cette recherche seront infirmées ou confirmées. Car l'engagement des diasporas dans leur ensemble, et en particulier celles dont les cas seront traités dans cette recherche, semble jusqu'ici peu étudiée ou abordée dans la littérature.

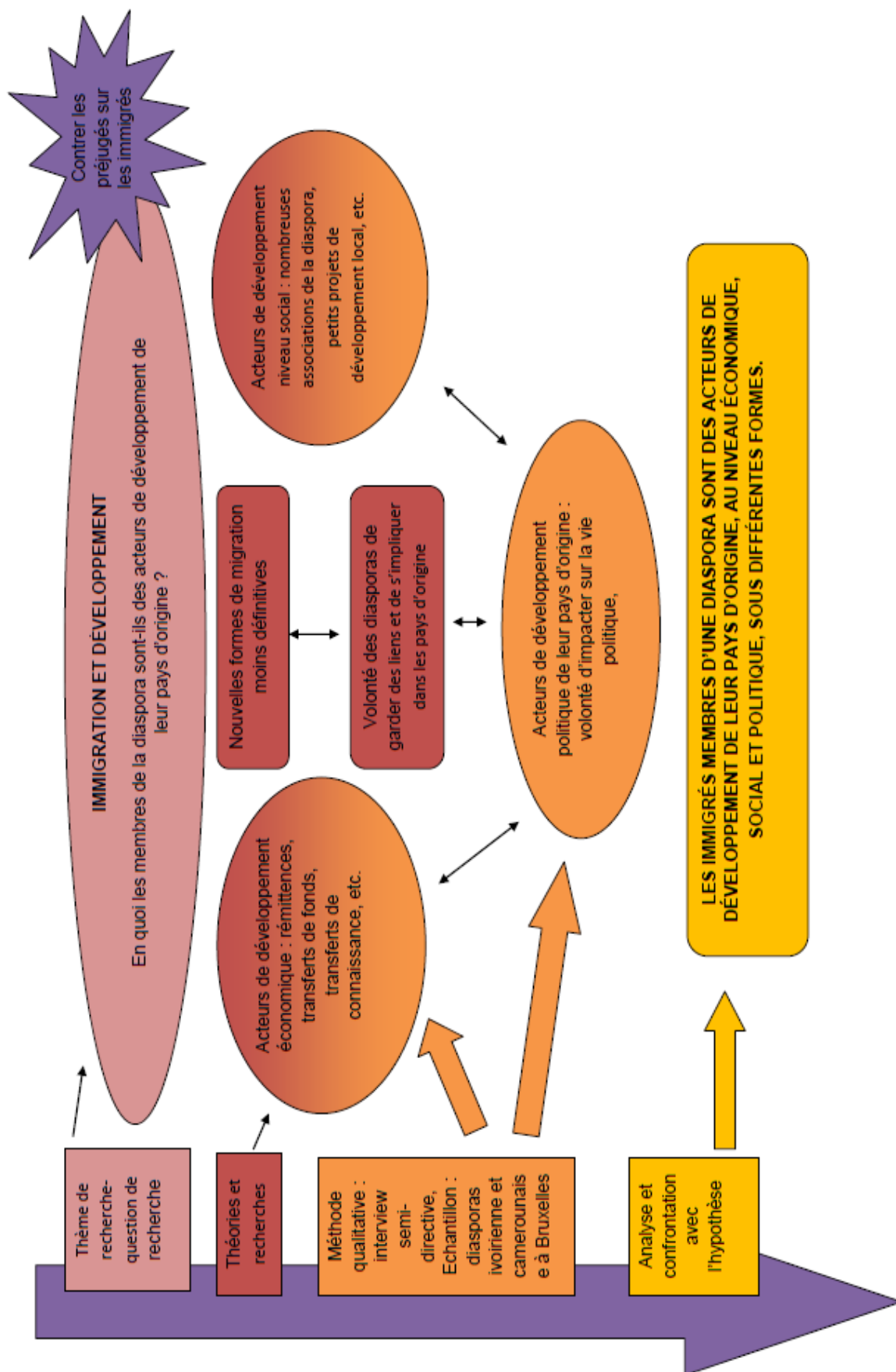
L'hypothèse principale est de considérer les diasporas comme des acteurs de développement à part entière dans le devenir sociopolitique de leurs pays d'origine. En effet, les membres des communautés arrivés dans le pays d'accueil, une fois installés et intégrés dans celui-ci, cherchent à établir des liens durables avec leurs pays d'origine. Cette volonté est guidée par un désir de contribuer à faire bouger les choses, de contribuer au développement de leur pays d'origine, et se matérialise par des implications individuelles ou collectives dans les domaines sociopolitiques et socio-économiques à différents niveaux. Ceci est animé par un double sentiment d'appartenance, à deux horizons dans lesquels il faut se projeter et être actif, pour un accomplissement de soi et pour le futur de sa famille.

A travers cette recherche, nous essayerons tout d'abord de prouver que les membres de la diaspora maintiennent des liens solides et permanents avec leur pays d'origine. Ensuite, nous tenterons de démontrer que, malgré la distance, ce sont des acteurs de la vie sociopolitique et économiques dans leur pays d'origine, à travers la mise en place de projets, d'échanges d'expertise, de mise en réseau, etc. Enfin, nous analyserons dans quelle mesure ils peuvent parfois être considérés comme des influenceurs de la vie sociopolitique dans leur pays d'origine. Ceci nous permettra de démontrer qu'ils ont un réel impact en termes de développement des pays d'origine.

⁹ Koksall, Mehmet. 2013. « Emirdag, mes racines », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : p13

Le travail se composera de différents chapitres. Tout d'abord, il y aura l'état de l'art qui fera le point sur ce qui a été dit sur le sujet des migrations et des diasporas dans la littérature. Ensuite, le 3^e chapitre sera consacré à une analyse comparative des résultats fournis par les interviews effectuées sur des membres de la diaspora ivoirienne et camerounaise, afin de comparer leurs parcours migratoires et leurs liens avec leurs pays d'origine. Ceci nous permettra, avec l'appui de l'état de l'art, de dégager des grandes tendances sur les diasporas et de répondre à l'hypothèse de départ, en analysant dans quelle mesure les membres de celles-ci peuvent être des acteurs de développement. En guise de conclusion, les limites de la recherche seront présentées et les perspectives pour les combler seront évoquées, afin de proposer une ouverture vers d'autres recherches ou réflexions sur le devenir et les enjeux des diasporas dans une approche plus large.

Le schéma ci-dessous présente la question de recherche de manière graphique pour vous permettre de suivre le fil conducteur ou la trame de mon mémoire.



II. Etat de l'art

A. Etude du phénomène migratoire

De nombreux chercheurs ont étudié longuement le phénomène migratoire. Nous nous attarderons ici quelque peu sur l'étude des migrations dans le cas des pays en voie de développement, car elle va nous permettre de comprendre qui sont les membres des diasporas que nous allons étudier. Ainsi, Todaro¹⁰ nous explique que la migration dans les PED (pays en voie de développement) était dans un premier temps limitée aux pays limitrophes, et qu'elle s'est ensuite développée pour aller de plus en plus loin, dans les pays du continent puis vers d'autres continents. En effet, au début des années 1950, le déplacement de population était très souvent concentré à l'intérieur d'un même pays, en réponse à un besoin de main d'œuvre, et concernait un départ des campagnes vers les villes. Par la suite, dans les années 60, les théories économiques sur les migrations ont montré des corrélations entre les migrations et la recherche d'emploi, mettant en lien le fort taux d'émigration rural et le chômage urbain classique. Au cours des années 80, un autre modèle explicatif vient s'ajouter : celui du portefeuille. « L'un des aspects novateurs de cette approche est de concevoir la migration comme un choix collectif de la famille ou du ménage et non plus seulement comme un choix individuel¹¹ ». Ainsi, si le choix de migrer était au départ individuel, il est devenu un choix familial car désormais le fait de vouloir partir est décider en famille (Lewis, 1954).

Si pendant longtemps, la migration était plutôt masculine, on observe de nos jours davantage de femmes engagées également dans cette voie migratoire de manière autonome et individuelle. En 2016, les femmes représentaient près de la moitié des migrants internationaux dans le monde¹². Et de plus en plus de femmes africaines sont aujourd'hui concernées par ce projet migratoire. Elles réalisent ce processus migratoire aujourd'hui pour des raisons identiques à celles des hommes, à savoir la recherche de revenus, de réussite sociale et économique. Elles sont donc devenues des actrices de la migration de premier plan, ce qui n'a pas toujours été le cas (Lessault et Beauchemin, 2009). En effet, pendant de nombreuses années, elles ont fait partie du processus de migration dans le cadre principalement du regroupement familial. La notion de genre est donc aujourd'hui plus que jamais une notion à prendre en compte dans le cadre de l'analyse des migrations, de leur processus et de leurs

10 Gubert, Flore. 2010. « Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique », *Regards croisés sur l'économie*, no 8, La Découverte. Document téléchargé depuis www.cairn.info

¹¹ Ibidem

¹² Myria, décembre 2016. « La migration a-t-elle un genre », *Myriatics*,.

impacts sur les sociétés d'accueil et de départ. Aujourd'hui, le rôle actif des femmes dans la migration est enfin reconnu. On leur reconnaît des projets migratoires personnels¹³, motivés par l'étude, l'emploi, les projets divers, etc. Elles revendiquent par ailleurs une plus grande autonomie par rapport aux familles dans les projets migratoires (Comoé, 2005). Et les études du phénomène vont dans ce sens et s'attachent à étudier la « redéfinition des relations d'égalité et d'équité entre les femmes et les hommes¹⁴ ».

Aujourd'hui, les profils des migrants ne cessent de changer, et la réalité va à l'encontre de beaucoup d'idées reçues véhiculées en Occident (François Gemmenne, 2015). Les migrants internationaux proviennent plutôt des pays avec des économies en transition que des pays pauvres, car le voyage est long et coûteux. Les plus pauvres choisissent plutôt des migrations internes. Les migrants « constituent les groupes les plus dynamiques des couches les plus pauvres, au motif simple que l'acte de migrer, la quête de nouveaux horizons, est une entreprise qui, en elle-même, requiert un certain nombre de ressources et de réseaux sociaux¹⁵. » (Alejandro Grimson, 2015).

Le concept de « transnationalisme » permet d'expliquer certaines réalités migratoires actuelles. Ce concept « renvoie aux pratiques et manifestations au travers desquelles les personnes développent leur vie entre deux pays : envoi de fonds aux membres de la famille restés dans le pays d'origine, partage de la carrière entre deux pays, commerce entre pays d'origine et pays d'accueil. La circulation de l'information et le fonctionnement des réseaux familiaux, commerciaux et politiques participent de la constitution d'espaces sociaux transfrontaliers¹⁶ ». (Alejandro Grimson, 2015).

Migrations africaines

L'étude MAFE (Cris Beauchemin, 2015)¹⁷, une enquête menée dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et d'Europe, permet d'obtenir des informations précises sur l'état des migrations africaines, tels que les profils, les trajectoires, les récits, les réseaux qui animent

¹³ Mondain, Nathalie, « Migrantes sénégalaises, ambitions rêves et stratégies », en ligne paperroom.ipsa.org/papers/paper_35430.pdf

¹⁴ Dial Fatou Binetou, Ndione Babacar. 2010. « Migration clandestine féminine, Etude de cas de Dakar et sa banlieue », Dakar.

¹⁵ Grimson, Alejandro. 2015. « Douze idées reçues sur les migrations », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 23 – 32.

¹⁶ Ibidem

¹⁷ Beauchemin, Cris. 2015. « Migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE) : Réflexions sur la conception et les limites d'une d'enquête multi située », en ligne <https://www.cairn.info/revue-population-2015-1-page-13.htm>

ces mouvements migratoires. Elle se veut donc un outil d'information pour comprendre le phénomène de la migration depuis le pays de départ. L'originalité de cette étude réside dans le fait de s'intéresser aux individus directement, à travers une série de questionnaires, pour mieux cerner la question migratoire. Nous ne développerons pas ici les résultats de cette étude car elle se concentre principalement sur les profils des migrants sénégalais, congolais et ghanéens. Elle reste néanmoins une source incontournable.

Pour aborder l'histoire même de la migration africaine en Europe et particulièrement en Belgique, il convient de remonter à la longue histoire des pays concernés par ces vagues d'immigration. En effet, l'histoire migratoire de certains pays d'Afrique subsaharienne remonte au lendemain de leurs indépendances. A cette période, au début des années 1960, va s'installer une relation de coopération entre les pays fraîchement indépendants et les anciennes métropoles. Les étudiants vont être les premiers à migrer, afin d'être formés en vue de repartir diriger ces pays. Il y aura également des fonctionnaires, déjà en poste dans l'administration coloniale, qui viendront renforcer leurs capacités. En Belgique, ce sera donc naturellement les personnes issues des anciennes colonies que sont le Congo, le Rwanda et le Burundi qui migreront. Cette période entre 1960 et 1970 va aussi être marquée par l'installation des premiers étrangers africains dans le pays¹⁸. Ceux-ci étaient pourtant censés repartir une fois leur formation terminée, mais certains souhaiteront s'établir de manière plus durable voire définitive en Belgique. Ils constitueront la première vague de migrants africains subsahariens installée en Belgique. Par la suite, l'immigration va petit à petit se diversifier avec l'arrivée d'autres migrants venus pour d'autres raisons¹⁹. A partir des années 90, ce nombre va aller en grandissant à cause de l'instabilité politique de ces pays due à de nombreux changements politiques. Ainsi, de nombreux demandeurs d'asiles vont chercher refuge en Belgique, fuyant la répression et l'instabilité dû aux changements de régime (Kagné Bonaventure, Marco Martiniello, 2001).

Les migrations ivoiriennes et camerounaises

Il est un fait semblable aux deux communautés qui est à relever d'entrée : le fait que les migrations de celles-ci ont été d'abord masculines avant de se diversifier avec la venue des

¹⁸ Bonaventure, Kagné, and Marco Martiniello. 2001. "L'immigration subsaharienne en Belgique." *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no. 1721 (April): 5-49.

¹⁹ Ibidem

autres membres de la famille. Cela s'explique par le fait que ce ne sont que récemment que les migrations féminines se sont développées et ont été étudiées. En effet, cette tendance semble petit à petit changer, comme une étude²⁰ du comportement migratoire des populations d'Afrique subsaharienne en Belgique vient le démontrer.

Les projets migratoires des Ivoiriens et des Camerounais dans l'ensemble répondent à un besoin de partir pour chercher à atteindre un eldorado ou pour fuir une situation donnée à un moment dans les pays. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, les migrations ont été très éparées pendant de nombreuses années, le pays bénéficiant d'un développement économique fort, faisant figure de moteur pour la sous-région. Il faisait même office de pays d'accueil pour de nombreux immigrés africains, avec un fort taux d'immigration (26% dans les années 80²¹). Mais à partir des années 90, à la suite de la crise des matières premières, une crise économique a éclaté, rapidement suivi par une crise politique. Celle-ci a perduré jusqu'en 2015, avec de nombreux épisodes violents, la partition du pays en deux et la guerre civile. A partir des années 90, de nombreux Ivoiriens ont décidé de quitter le pays pour trouver refuge ailleurs. Les années 2000, 2007 et 2011 ont vu des pics migratoires importants. Aujourd'hui, la diaspora compte 1 240 000 d'Ivoiriens à l'extérieur²², dont 60% résidant en France. En Belgique, il existe une petite communauté d'Ivoiriens, constituée d'environ 3102²³ personnes. Les premiers sont arrivés dans les années 80 dans le cadre de leurs études, mais d'autres ont suivi avec le statut de réfugié. De plus en plus d'Ivoiriens sont donc arrivés en Belgique, demandant le statut de réfugié, reconnu par la Convention de Genève de 1951²⁴. Certains ont obtenu le statut facilement, d'autres sont toujours demandeurs d'asile. A ceux-là, il faut rajouter ceux qui ne sont repris dans aucune statistique, que nous appellerons « sans-papiers ». La diaspora s'est donc beaucoup diversifiée et nous assistons désormais à une complexification des raisons qui ont amené les Ivoiriens à quitter leur pays.

Pour le Cameroun, les migrations concernaient également au départ les étudiants et un public très peu nombreux. Elle s'est par la suite diversifiée au fil du temps, avec des profils de migrants de plus en plus variés. La diaspora camerounaise compte plus de 328 604 membres à

²⁰ Dial Fatou Binetou, Ndione Babacar. 2010. « Migration clandestine féminine, Etude de cas de Dakar et sa banlieue », Dakar.

²¹ Bouquet, Christian, 2003. « Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire / The importance of foreigners in Ivory Coast », *Annales de Géographie*, no 630 : 115 -145, en ligne http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_2003_num_112_630_895

²² Ministère de l'Intégration ivoirienne : www.integration.gouv.ci/index.php

²³ OIM, 2015. « La migration dans le monde », <https://www.iom.int/fr/la-migration-dans-le-monde>

²⁴ <http://www.croix-rouge.be/activites/asile-et-migration/immigrationc2a0-quelques-definitions/>

travers le monde selon l'OIM. En Belgique, on dénombre 12 295 camerounais²⁵, ce qui représente une diaspora importante pour le pays. En effet, si au départ la population subsaharienne d'immigrés en Belgique était constituée de facto des populations issues des anciennes colonies, elle s'est très vite diversifiée. Ainsi à l'instar des Congolais, Burundais et Rwandais, qui constituaient le trio de tête, nous avons aujourd'hui également d'autres nationalités, à savoir les Guinéens et les Camerounais qui sont fortement représentés en Belgique. Les raisons de la présence de ces migrants restent très diverses : regroupements familiaux, demandeurs d'asiles, migration économique, études, etc. A titre d'exemple, un tiers des titres de séjours durant la période 2008 à 2010 était octroyé pour des raisons familiales (Bruno Schoumaker, Quentin schoonvaere, 2012). Selon toujours ces mêmes auteurs, les conditions d'entrée en Europe ont été durcies ces dernières années et les populations présentes feront tout pour obtenir un titre de séjour qui leur permettra la libre circulation²⁶. Aussi, les Camerounais de la diaspora sont en général bien instruits, contrairement à d'autres groupes de ces populations d'Afrique subsaharienne.

Il ne faut pas oublier qu'outre les personnes séjournant de manière régulière en Belgique, il y a également les personnes en situations irrégulières qui ne sont pas reprises dans les statistiques officielles des ressortissants camerounais ou ivoiriens.

B. Impact des immigrés dans les pays d'origine

Tout d'abord, de nombreuses théories sociologiques démontrent que les immigrés développent des relations étroites avec leurs pays d'origine : en Belgique, de nombreuses études l'ont démontré en ce qui concerne les populations turques ou marocaines. Ainsi, une étude publiée dans « Migrations magazine, n°11 » présente différents portraits de migrants aujourd'hui installés en Belgique depuis bien longtemps qui font tout pour entretenir des liens sociaux et économiques avec leurs pays d'origine. Ces liens se traduisent par des voyages fréquents vers le pays pour des vacances ou pour des affaires. Il est également mis en avant les liens et influences de ces migrants dans le devenir politique de leur pays, à tel point que les autorités les incluent dans leur projet et programme politique à travers la prise en compte des projets que ces migrants proposent pour développer le pays et leur consultation concernant

²⁵ OIM, 2015. « La migration dans le monde », <https://www.iom.int/fr/la-migration-dans-le-monde>

²⁶ Schoumaker, Bruno, Schoonvaere, Quentin. 2012. « L'immigration subsaharienne en Belgique. Etat des lieux et tendances récentes », *Démographie et sociétés*.

des questions de développement. Mais aussi avec les facilités pour ces migrants d'obtenir si ils le souhaitent la double nationalité ou encore les facilités administratives concernant les transferts de fonds. Tout ceci afin de faciliter l'implication des diasporas qu'ils considèrent toujours comme des membres à part entière de leur nation.

Pour autant, les nouvelles vagues d'immigration sont différentes des précédentes dans leur temporalité. En effet, autant les générations précédentes parlaient d'un retour rêvé au pays²⁷, mais jamais réalisé, autant les générations actuelles²⁸ retournent réellement dans leur pays d'origine pour y démarrer une nouvelle vie ou pour y mener des projets ponctuels. Ceci démontre une certaine mutation des liens avec le pays d'origine, en fonction des générations.

Ensuite, ces dernières années, de nombreux auteurs, qu'ils soient économistes, sociologues ou politologues ont démontré l'impact positif des immigrés dans leur pays d'origine. Les études se sont principalement concentrées sur les aspects économiques, avec notamment des recherches sur les rémittances²⁹, ces fonds transférés par les immigrés vers les pays d'origine. Car il faut retenir que pour beaucoup d'observateurs les fonds transférés par les migrants vers leurs pays d'origines sont très importants. La Banque Mondiale, dans un rapport de 2015, souligne ceci : « Les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays en développement se sont élevés à 431,6 milliards de dollars en 2015, soit une hausse de 0,4 % par rapport aux 430 milliards transférés en 2014. Cette progression est la plus faible depuis la crise financière. Si l'on comptabilise aussi les envois de fonds à destination des pays à revenu élevé, le montant total des transferts dans le monde a diminué de 1,7 %, passant de 592 milliards de dollars en 2014 à 581,6 milliards en 2015. »³⁰ Selon la Banque Mondiale, ces montants sont toutefois sous-estimés, car une partie ne circule pas via les circuits officiels mais via d'autres canaux officieux, très variés. Il faudrait augmenter le montant de 50% pour se rapprocher de la réalité³¹. De nombreux auteurs reconnaissent actuellement que les transferts de fonds effectués par les migrants ont des impacts³² à la fois macroéconomiques et microéconomiques, à condition que ceux-ci ne soient pas anecdotiques et représentent un seuil du PIB. Ainsi, ils sont utiles en cas de problèmes économiques dans le pays, de famine,

²⁷ Abdelmalek, Sayad. 2016. "L'immigration Ou Les Paradoxes de L'altérité." Accessed May 13. <http://ps-paris18cgo.org/blog/wp-content/blogs.dir/1/files/2009/05/immigration-alterite-1.pdf>.

²⁸ Wihtol de Wenden Catherine. 2012. « *Atlas des migrations internationales : un équilibre mondial à inventer* », Paris, Autrement, p 96.

²⁹ Taylor, E. J. (1999), The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process. *International Migration*, 37: 63–88. doi: 10.1111/1468-2435.00066, en ligne : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-2435.00066/abstract>

³⁰ Banque Mondiale. 2016. « Légère progression des envois de fonds vers les pays en développement en 2015 », en ligne <http://www.banquemondiales.org/fr/news/press-release/2016/04/13/remittances-to-developing-countries-edge-up-slightly-in-2015>

³¹ Bazonzi José Mvuzolo. 2015. « Contribution des diasporas au développement de l'Afrique Centrale », Cetri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 161-175

³² Ibidem

de sécheresse ou de conflit politique car ils permettent de contrer les effets de ces crises. Ces transferts peuvent aussi « contribuer à stabiliser l'économie du pays récepteur par un effet de compensation de la perte du taux de change extérieur due à des chocs macroéconomiques ³³ ». Ces transferts bénéficient donc directement aussi à la population locale ³⁴ : renforcement du pouvoir d'achat, aide ponctuelle en cas de problème de santé, de chômage, soutien à l'investissement dans des projets, aide aux frais de scolarité, etc. Selon la Banque Mondiale ³⁵, il est prouvé que les bénéficiaires des rémittances ont un meilleur accès à l'éducation, à la santé, à l'information et aux banques. Les transferts ont donc un impact sur la croissance des pays en développement et sur le développement des communautés locales, mais ils ne peuvent remplacer des déficits publics important pour palier des problèmes plus structurels. Par ailleurs, selon une étude d'Alphonse Ahouré ³⁶, les impacts économiques des transferts de fond sont nuls quand la bonne gouvernance dans les pays récepteurs n'est pas assurée.

Les transferts de fond vers la Côte d'Ivoire représente 345 702 279 \$ en 2016 selon la Banque Mondiale, soit 1 % de son PIB. Le Cameroun reçoit pour sa part sous forme de rémittence 240 700 239 \$, soit également 1% de son PIB (en annexe 1, vous trouverez en graphique illustrant l'évolution importante des rémittances ces 40 dernières années). Ces chiffres sont fournis par la Banque Mondiale, mais il est indéniable ³⁷ que ceux-ci ne prennent pas en compte l'ensemble de la réalité des transferts de fonds : ceux-ci utilisent des canaux non-officiels et multiples, ne permettant pas une estimation correcte.

Il y a également d'autres auteurs comme Louis Favreau et Abdou Salam Fall ³⁸ qui dans leur livre « L'Afrique qui se refait : initiative socio-économique des communautés et développement en Afrique noire » font état d'initiatives prises par les Africains de la diaspora pour prendre part au processus de développement dans leur pays d'origine. Il s'agit entre autre d'investissement dans de petits projets d'entrepreneuriat, de coopératives, de commerce, pour

³³ Bazonzi José Mvuzelo. 2015. « Contribution des diasporas au développement de l'Afrique Centrale », Céri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 161-175

³⁴ Ibidem

³⁵ Banque Mondiale, 2012, « Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds », Washington DC, www.worldbank.org/prospects/migrationsandremittances

³⁶ Ahouré Alphonse, 2008, « Migrations, transferts, gouvernance et croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne : une analyse à partir des données échantillonnées », dans Les recherches sur les migrations africaines : méthodologie et méthodes, Paris, L'Harmattan.

³⁷ Bazonzi José Mvuzelo. 2015. « Contribution des diasporas au développement de l'Afrique Centrale », Céri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 161-175

³⁸ Favreau, Louis, and Abdou Salam Fall. 2007. *L'Afrique Qui Se Refait: Initiatives Socioéconomiques Des Communautés et Développement En Afrique Noire*. PUQ. https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=MmwNHnT-OUUC&oi=fnd&pg=PR3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=by3vc316K6&sig=KfiDGpac_XgPX8fHJii79UH3-iE.

ne citer que ces exemples. Tout ceci pour démontrer selon les auteurs les initiatives entreprises par ces migrants en vue de participer à l'économie dans leurs pays.

Il existe aussi dans la littérature des recherches sur la diaspora de l'Afrique de l'Ouest en Europe prouvant son apport au niveau social et économique dans leur pays d'origine, en tant qu'acteurs de développement de leur pays. Nous citerons ici le cas de l'auteur Yao Assogba³⁹ qui dans son livre « Et si les Africains de la diaspora étaient des acteurs du développement de l'Afrique ? » présente les différents apports des Africains à leur pays d'origine, dont notamment les transferts de connaissance. En effet, les immigrés une fois dans les pays d'accueil vont parfois acquérir de nouveaux savoir-faire ou compléter certaines compétences. Si celles-ci vont leur permettre de s'intégrer dans le pays d'accueil, elles pourront un jour être utiles s'ils décidaient de repartir dans leurs pays d'origine ou si des échanges plus systématiques étaient réalisés. Ainsi, bien consciente de ces enjeux, l'Organisation Mondiale des Migrations (OIM) a créé l'initiative MIDA⁴⁰ (Migration for Development in Africa) qui a pour objectif de rendre effectif ces transferts de compétences. Le projet « est axé sur la contribution des membres hautement qualifiés de la diaspora à leurs communautés d'origine, à la faveur de retours répétés de courte durée ou de retours virtuels. L'enjeu est de compenser les effets délétères de la fuite des cerveaux⁴¹ ». Ces projets, à la marge, sont rendus difficiles⁴² par l'instabilité politique dans de nombreux pays et des problèmes de mauvaise gouvernance. Par ailleurs, l'impact de la fuite des cerveaux peut être nuancé. Ainsi, des recherches ont été effectuées (De Foort 2007) qui expliquent que le fait que les personnes hautement qualifiées migrent peut avoir un effet positif sur le pays d'origine, à condition que le pourcentage de ces personnes n'excède pas 15 à 20%. Cela s'explique par le taux de chômage souvent élevé des pays d'origine, dans lesquels ces diplômés ne trouvent de toute manière pas de travail. En migrant, ils sont capables de trouver des emplois et d'envoyer des fonds dans les pays d'origine. Il y a aura aussi, à moyen terme, un retour des compétences⁴³ acquises dans les pays d'origine, à condition que leur statut légal leur permette une libre circulation.

Au niveau de l'engagement politique des membres de la diaspora, il n'existe pas encore de littérature permettant d'évaluer l'implication de ces acteurs dans leur pays d'origine. Pourtant,

³⁹ Assogba, Yao. 2002. "Diaspora, Mondialisation et Développement de l'Afrique." *Nouvelles Pratiques Sociales* 15 (1): 98–110.

⁴⁰ OIM. 2010. « L'expérience MIDA et au-delà », Genève.

⁴¹ Bazonzi José Mvuzolo. 2015. « Contribution des diasporas au développement de l'Afrique Centrale », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 161-175

⁴² Ibidem

⁴³ El Mouhoub Mouhoud, 2015. « Migrations internationales : paradoxes et impasses des politiques », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 33-45.

ce phénomène existe bel et bien et cette recherche va permettre de le mettre en avant. En effet, il y a un désir des diasporas de s'impliquer dans le devenir politique de leurs pays, les moyens de communication permettant ce type d'engagement à distance. De plus, il est à noter que de nombreuses associations de la diaspora⁴⁴ ont vu le jour ces dernières années, telles que des associations à caractère social ou culturel. Si ces associations ont pour objectif de promouvoir la cohésion entre les membres et de créer des relations avec la population belge, un autre objectif consiste à apporter une plus-value socio-économique à leur pays d'origine à travers différentes formes d'engagement socio-économique.

III. Cadre méthodologique de la recherche

A. Méthodologie

Cette recherche s'est concentrée sur les diasporas ivoiriennes et camerounaises de Bruxelles. La région de Bruxelles-capitale est celle qui a la plus forte concentration de population étrangère en Belgique et c'est aussi le lieu où sont basées plusieurs associations de la diaspora.

La méthode utilisée dans le cadre de cette recherche est la méthode qualitative. Elle a été choisie car elle permet d'obtenir les informations nécessaires à la recherche. En effet, le thème de ma recherche (la migration) est souvent lié à l'histoire personnelle des individus. Il n'est pas toujours facile d'évoquer cette période qui, pour certains, fait ressurgir des souvenirs douloureux. De plus, les liens avec le pays d'origine impliquent des choix personnels, financiers, politiques, que les personnes interviewées seront plus à même de livrer dans un cadre intime. C'est pourquoi j'ai privilégié la méthode des entretiens individuels pour récolter les données à analyser.

Chaque entretien se déroulait sur base d'un guide d'entretien (cfr. annexe), parfois envoyé ou présenté à la personne interviewée avant de commencer afin de la rassurer sur le cadre du travail. Les thèmes abordés étaient la migration de l'individu afin de déterminer son profil et les liens qu'il entretient avec son pays d'origine, en détaillant la partie économique, sociale et politique. La 2^e partie de l'entretien se concentrait sur le type d'implication actuel avec leur

⁴⁴ Bonaventure, Kagné, and Marco Martiniello. 2001. "L'immigration subsaharienne en Belgique." *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no. 1721 (April): 5-49.

pays d'origine (associatif, etc.) avant de terminer en questionnant les projets d'avenir de ces personnes dans leur pays d'origine. L'entretien durait en moyenne une heure, et se déroulait dans l'endroit choisi par l'interviewé afin de créer une atmosphère propice aux échanges.

L'ensemble de l'entretien était enregistré via un dictaphone et retranscrit par la suite (cfr. annexes). Ceci a posé quelques difficultés avec certaines personnes interviewées, qui ne souhaitaient pas être enregistrées. Une retranscription la plus fidèle possible a alors été effectuée. Par ailleurs, l'anonymat a été requis par la plupart des personnes interviewées, peu à l'aise à l'idée que les informations échangées soient diffusées et publiées.

B. Echantillon

Cette recherche se concentre sur les diasporas camerounaises et ivoiriennes. Ces deux pays ont été choisis car bien que géographiquement éloignés, l'un en Afrique de l'Ouest et l'autre en Afrique centrale, ils ont de nombreuses similitudes. Tout d'abord, au niveau de la répartition de la population au niveau géographique à savoir le Sud chrétien ou du moins d'une autre confession et le Nord plutôt musulman. Aussi au niveau des ressources naturelles, les deux pays ont les mêmes caractéristiques tant dans le domaine de l'agriculture que du climat. Enfin, la langue officielle est le français, à cause de la colonisation française et ceci vaut pour les deux pays même si le Cameroun de par son histoire a, en plus du français, l'anglais. En effet, même si les deux pays sont considérés comme d'anciennes colonies de la France, le Cameroun a été en premier lieu une colonie allemande avant de passer, à la suite de la 1^{ère} guerre mondiale, sous contrôle français. A la différence de la Côte d'Ivoire, qui connaît depuis les années 1990 une instabilité politique, le Cameroun est par contre depuis plusieurs décennies dirigé par la même figure politique, qui assure malgré tout une certaine stabilité au pays. Les deux pays sont également deux leaders dans leurs zones géographiques au niveau économique. La Côte d'Ivoire a une place centrale dans la CEDEAO et le Cameroun dans le CEMAC.

La population ciblée est constituée des diasporas ivoiriennes et camerounaises résidant à Bruxelles. Pour constituer cet échantillon, je suis rentré dans ce milieu par un effet de boule de neige. Dans un premier temps, j'ai pris contact avec des personnes que je connaissais et avec des associations représentant ces diasporas ou certains groupements, qui m'ont guidé vers des représentants de cette population. Certains entretiens m'ont finalement dirigé vers les villes de Liège et Charleroi, où des associations de la diaspora étaient présentes.

Pour les Ivoiriens, la plupart des entretiens se sont focalisés sur les responsables et les membres d'associations, plus disposés à être interviewés. Il m'est apparu néanmoins nécessaire d'interviewer des personnes issues de la diaspora qui participaient aux activités sans être membre d'une association. Pour les Camerounais, je n'ai pas eu l'opportunité de rencontrer des responsables d'associations car celles-ci sont constituées de manière moins formelles, et donc moins faciles à approcher. De plus, les associations se constituaient autour d'événements culturels ponctuels et n'avaient beaucoup d'activités régulières en dehors. J'ai par contre pu rencontrer des Camerounais actifs au sein de la diaspora, à travers la participation à des événements et des activités socioculturelles.

Mon échantillon final est constitué de 17 personnes, dont une majorité d'Ivoiriens, diaspora sur laquelle je me suis concentré principalement étant donné les données récoltées facilement auprès de nombreuses personnes de la diaspora. Le tableau ci-dessous détaille le profil des personnes interviewées, tout en garantissant leur anonymat (raison pour laquelle les noms des associations ne sont pas cités, ainsi que les noms et prénoms des personnes, etc.).

Personnes d'origine ivoirienne :

Nom	Sexe	Age	Années en Belgique	Raison du départ	Niveau éducation	Rôle
A	Homme	65 ans	40 ans	Etudes	Master universitaire	Responsable d'une association politique
B	Homme	44 ans	10 ans	Réfugié	Bachelier HE	Responsable d'une association de jeunesse
C	homme	40 ans	10 ans	Réfugié	Master universitaire	Membre d'une association religieuse
D	homme	24 ans	7 ans	Regroupement familial	Master universitaire	Membre d'une association culturelle
E	homme	32 ans	10 ans	Réfugié	Bachelier HE	Participant assidu aux activités de la

						communauté et intérêt à la politique
F	homme	37 ans	9 ans	Réfugié	Master universitaire	Membre d'une association socio-culturelle
G	femme	23 ans	14 ans	Regroupement familial	certificat de qualification (enseignement secondaire qualifiant)	Participante assidue aux activités de la communauté
H	femme	40 ans	10 ans	Regroupement familial	CEB	Participante assidue aux activités de la communauté (association des femmes)
I	femme	46 ans	20 ans	Inconnue	Bachelier HE	Responsable d'une association de femmes ivoiriennes
J	femme	41 ans	14 ans	Réfugié	CESS	Membre d'association socio-culturelle ivoirienne et d'autres associations subsahariennes
K	homme	53 ans	19 ans	Réfugié	CESS	Responsable d'une association politique
L	homme	42 ans	11 ans	Réfugié	Master universitaire	Responsable d'une association religieuse

Personnes d'origine camerounaise :

Nom	Sexe	Age	Années en Belgique	Raison du départ	Niveau éducation	Rôle
M	Homme	22 ans	2 ans	Etudes	Master universitaire	Participant assidu à des activités de la communauté
N	Homme	25 ans	3 ans	Etudes	Master universitaire	Ne participe pas aux activités de la communauté
O	Homme	44 ans	20 ans	Etudes	Doctorat	Participant assidu à des activités de la communauté
P	Femme	31 ans	3 ans	Etudes	Master universitaire	Participe très peu aux activités de la communauté
Q	Femme	33 ans	10 ans	Etudes	Master universitaire	Participe très peu aux activités de la communauté

C. Analyse des données

L'analyse des données s'est appuyée sur la méthode proposée par Mireille Blais et Stéphane Martineau dans leur article « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes ⁴⁵ ». D'abord, il a fallu trier les informations recueillies auprès des interviewés, retirer ce qui ne paraissait pas pertinent pour la recherche et ensuite faire une synthèse des informations pertinentes pour les retranscrire le plus fidèlement possible. Lors de l'interview, les informations données ne respectaient pas toujours la chronologie des questions. En effet, la méthode de collecte de données est basée sur un

⁴⁵ Blais Mireille, Martineau Stéphane. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », Recherches qualitatives, no26 :1-16. en ligne http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero26%282%29/blais_et_martineau_final2.pdf

entretien semi-directif qui permettait aux personnes une liberté pour aborder les thèmes, dans l'ordre qu'elles le souhaitaient.

D. Défis éthiques de la recherche

Plusieurs défis se sont présentés au cours de la recherche. Le 1^{er} défi se situait au niveau de l'interaction entre le chercheur et l'interviewé. Ce défi a été majeur tout au long de la recherche. Etant moi-même issu de l'immigration, je me suis trouvé à plusieurs reprises dans des positions délicates : l'interviewé me prenant à partie pour débattre d'une opinion politique, me demandant mon avis sur plusieurs questions politiques délicates, etc. Ma posture en tant que chercheur a été de dire le moins possible mon opinion personnelle, et si je l'exprimais, c'était uniquement pour poursuivre l'échange avec la personne interviewée sans frustrer la personne et afin que l'interview ne prenne une tournure intenable.

Le 2^e défi concerne l'interprétation du discours des interviewés. Les retranscriptions des interviews ont été un enjeu majeur : pour celles qui ont pu être enregistrées, cela ne posait pas de problèmes mais pour celles où les personnes ont refusé d'être enregistrées, il s'agissait de décrire le discours des personnes sans altérer le sens, tout en gardant l'anonymat promis.

Un autre des défis majeurs⁴⁶ dans le cadre de cette approche a été le contenu des récits des personnes interviewées. Il faut noter que les personnes ont souvent été confrontées à des situations qu'elles n'ont peut-être plus ou pas envie de revivre. De plus, ces récits sont très intimes ou personnels et il n'a pas toujours été facile pour les interviewés de se livrer à un chercheur externe.

Enfin, le dernier défi s'est situé à un point de vue d'éthique personnel: moi-même étant issu de cette immigration, je devais prendre du recul par rapport au thème de recherche et m'assurer d'une certaine neutralité dans mon analyse des données recueillies, sans me laisser influencer par mes connaissances préliminaires. Il a parfois été difficile de ne pas faire de confusion entre le sujet (les interviewés) et l'objet de ma recherche.

⁴⁶ Conseil National du Développement des sciences humaines et sociales. 2001. « L'éthique de la recherche en sciences humaines et sociales », Presses Universitaires de France, en ligne <http://www.cairn.info/pour-une-politique-des-sciences-de-l-homme-et-de-l-9782130520887-page-93.htm>

E. Limites de la méthode

Cette méthode a eu comme limite le fait de ne prendre en compte que des personnes se revendiquant comme issues de la diaspora ou communauté des pays concernés. Et une méthode qualitative a la limite de son avantage : elle permet de rentrer en profondeur dans un sujet, en analysant des témoignages et des données brutes, mais le nombre de personnes interviewées est limitant, car il est impossible de rencontrer tous les membres des diasporas, voire même un grand nombre. L'échantillon présenté ici, même si il se veut représentatif, ne représente qu'un faible pourcentage des membres des diasporas.

Pour les Camerounais, le pays ne reconnaît la double nationalité que depuis 2011 (cfr. le code de la nationalité, datant du 11 juin 1968⁴⁷) et les immigrés camerounais se voyaient donc dans l'obligation de choisir une des deux nationalités. Les Camerounais interrogés ne représentent donc pas spécifiquement l'ensemble des personnes d'origine camerounaise, mais représentent par contre la diaspora camerounaise, au sens de la définition citée ci-dessus. Il n'a par contre pas été facile de rencontrer beaucoup de membres de cette diaspora.

Par ailleurs, certains immigrés ne résident pas en Belgique de façon légale, et ne s'impliquent ou ne se font pas toujours connaître des associations mentionnées. Une partie des membres de la diaspora de ces deux communautés, celle qui est la moins stable légalement, n'est donc pas étudiée dans le cadre de cette recherche. Une prochaine recherche, avec un échantillon élargi, pourrait permettre de confirmer ou d'infirmer les informations obtenues.

⁴⁷ Libre Afrique, janvier 2016. « Cameroun : propositions pour une double citoyenneté fructueuse », *Afrik.com*, en ligne <http://www.afrik.com/cameroun-propositions-pour-une-double-citoyennete-fructueuse>

IV. Analyse comparative de la diaspora ivoirienne et camerounaise

A. Diaspora ivoirienne

Création de la diaspora

A la question de savoir comment les membres de la diaspora ivoirienne établissent des liens entre eux à leur arrivée en Belgique, la plupart des interviewés ont répondu que c'était grâce à leurs réseaux de connaissance. En effet, la plupart des migrants ont choisi la Belgique car ils connaissaient une personne qui y était établie. Cette personne permettait une mise en réseau des nouveaux migrants avec le reste de la diaspora. Les nouveaux migrants intègrent de cette manière petit à petit le réseau de la diaspora, à travers de nombreuses rencontres informelles, pour échanger et garder le contact, afin de renforcer leurs relations. L'entraide et la solidarité sont les valeurs de base qui rassemblent ses membres : celui qui a pu bénéficier d'une expérience positive la transmet à d'autres, celui qui peut rentrer au pays rapporte des choses (de l'argent⁴⁸, des documents, des aliments mais aussi des informations sur certaines situations familiales ou politiques) à ceux qui n'en ont pas la possibilité, etc. Ces liens se sont par la suite formalisés au sein d'associations, de groupes, etc. Cette manière de se créer un réseau et de s'intégrer au sein de la diaspora est semblable pour les Camerounais.

Il faut également noter que, quand ils arrivent en Belgique, la plupart des migrants vont essayer de reproduire les mêmes manières de vivre que celles du pays d'origine, comme nous l'ont fait remarquer les interviewés, à l'instar d'autres migrants d'autres communautés. Mais bien vite, ils se rendent compte que les réalités de vie sont très diverses, que les dynamiques de rassemblement et d'interactions sont différentes, et que les difficultés auxquelles ils sont confrontés ne sont pas celles auxquelles ils s'attendaient. Cette prise de conscience sera une forme d'élément déclencheur dans bien des cas et va les obliger à se mettre ensemble. Comme l'a affirmé un interviewé : « *c'est le début des rencontres et la naissance de ce que l'on appellera communauté ou diaspora par la suite*⁴⁹ ». Selon lui, « *ici, on est loin de tout et pour recréer un semblant de microcosme du pays d'origine, on n'a pas d'autres choix que de se retrouver dans des associations*⁵⁰ ». L'objectif des associations dans un premier temps est de

⁴⁸ Wamuoyatambwe, Dieudonné. 2013. « Western Réunion », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 30-31

⁴⁹ Témoin K

⁵⁰ Témoin K

se rencontrer, s'entraider, se conseiller face aux défis administratifs et existentiels auxquels ils doivent faire face dans leur nouveau pays. Mais c'est aussi une manière de faire en sorte d'entretenir un lien avec ce pays que beaucoup ont laissé pour des raisons très diverses.

La diaspora ainsi créée, et ses réseaux, ont souvent des caractéristiques socio-économiques et culturelles différentes des groupes dans lesquels les individus évoluaient dans leur pays d'origine : ce ne sont plus les affinités sociales, culturelles ou intellectuelles qui les réunissent, mais avant tout les exigences rencontrées dans le pays d'accueil, pour lesquelles le soutien d'un réseau est souvent décisif, afin de se faire une place dans la nouvelle société.

Formes de liens avec pays d'origine

Tous les Ivoiriens interviewés affirment garder de nombreux contacts avec leur pays d'origine. Ceci se fait tout d'abord à travers la famille restée sur place. Tous les moyens de communication sont utilisés pour y parvenir, avec une préférence pour les contacts téléphoniques, très réguliers (au minimum une fois par semaine pour la famille proche, mais certains ont des contacts quotidiens) et les réseaux sociaux. Ensuite, certains d'entre eux affirment y retourner de temps en temps pour des vacances ou pour d'autres, dans le cadre de projets qu'ils envisagent à long terme. Quelques interviewés nous ont confié vouloir y retourner peut-être définitivement un jour, à condition qu'une paix durable ou un retour à la normale soit définitif en Côte d'Ivoire, compte tenu des remous qu'a connu le pays ces dernières années.

La majorité d'entre eux ont affirmé s'informer via les réseaux sociaux, le téléphone et internet sur la vie dans le pays d'origine. De nombreux Ivoiriens s'informent de manière individuelle mais profitent des rencontres avec d'autres membres de la communauté pour recouper leurs informations ou en récolter davantage.

Associations

Pour ce qui est de la création des associations, les personnes interviewées qui étaient responsables d'associations ont expliqué avoir fondé celles-ci avec des noyaux composés de personnes proches. Ceux-ci étaient constitués la plupart du temps d'hommes, car ceux-ci étaient souvent les premiers à avoir migré, avant d'être rejoints par d'autres membres de leurs familles. Ce comportement migratoire trouve un parallèle avec l'implication des membres des

diasporas au sein des associations en Belgique. Ainsi, plusieurs interviewés affirment que ce sont d'abord les hommes qui s'investissent dans les associations, et puis par la suite, les femmes et le reste des familles qui s'y impliquent.

Pour ces responsables interviewés, le but premier était de se retrouver et d'établir des liens entre ressortissants du même pays d'origine. C'était aussi le lieu où ils pouvaient s'informer et échanger leurs points de vue sur la Côte d'Ivoire. Mais, à la différence des Camerounais, la fracture au sein de la population ivoirienne, issue des crises que le pays a traversé depuis les années 90, s'est transposée aussi dans la manière de s'organiser de la diaspora. Elle verra ainsi la création de nombreuses associations basées sur des affinités souvent régionales, ethniques ou sociales, où le sentiment d'appartenance à ces affinités spécifiques primera sur le sentiment d'appartenance à une identité nationale. De plus, une certaine méfiance et une imperméabilité entre ces associations se feront ressentir. Il y aura donc plusieurs associations qui se revendiqueront de la diaspora ivoirienne sans pour autant être dans le même élan de rassemblement, privilégiant souvent en premier lieu le lien vers une région particulière plutôt que vers le pays en entier.

Toutes ces associations ne sont pas formalisées dans le tissu social belge, sous forme d'ASBL. Elles sont pour la plupart du temps des associations de fait, car les démarches administratives freinent les Ivoiriens et ceux-ci préfèrent ne pas y consacrer du temps. Mais ceci a comme désavantage de leur fermer la porte à toute forme de subside ou d'aide de la part de l'Etat, de la reconnaissance ou parfois simplement de certaines facilités (location de salle, manifestation sportive, participation à des activités sportives, etc.). Ces associations fonctionnent la plupart du temps grâce aux dons et cotisations de leurs membres, ce qui ne facilite pas toujours l'organisation d'événements ou d'activités plus régulières.

Il existe une grande diversité dans les types d'associations de la diaspora ivoirienne : religieuse, culturelle, sociale, politique, etc. Grâce à cette diversité, les Ivoiriens trouveront généralement une association qui leur conviendra en fonction du type d'activités qu'ils souhaitent développer en lien avec la Côte d'Ivoire. Ainsi, certains interviewés se sont définis en tant que membres d'organisations religieuses présentes au sein de la communauté, à savoir celles des musulmans et des chrétiens, les deux principales religions évoquées par les individus. Par contre, d'autres se sont décrits comme de simples militants ou sympathisants d'associations plutôt culturelles ou sociales. Pour eux, il s'agit avant tout de se faire connaître auprès de la population belge et faire découvrir à leur amis belges la Côte d'Ivoire, ses valeurs, et ses richesses culturelles, en vue d'une bonne intégration. Les interactions avec le

pays d'origine ne sont donc pas le premier objectif de ces Ivoiriens. La plupart de ces associations sont donc créées avant tout pour se retrouver entre membres de la diaspora, avant de penser au développement du pays d'origine. C'est ce qu'affirmera un interviewé en disant ceci : *« la plupart des organisations se réclament du pays certes, mais c'est avant tout de nom car c'est ici que dorénavant notre vie se trouve et surtout pour ceux qui ont des familles. Les enfants sont nés ici, ce sont surtout nous, leurs parents, qui venons d'ailleurs. Donc les associations servent avant tout à se retrouver et échanger sur comment faire en sorte que nous et nos enfants soyons bien intégrés dans cette société, plutôt que de chercher à parler d'un retour qui peut s'avérer hypothétique pour bon nombre d'entre nous⁵¹. »*

Pour citer l'exemple d'une association, nous pouvons évoquer celui de la « Communauté des Ivoiriens de Belgique », créée pour tisser des liens de solidarité et d'entraide entre ses membres, pour faire face aux difficultés qui peuvent s'offrir à eux en Belgique et pour promouvoir la culture de la Côte d'Ivoire.

Positionnement par rapport au pays en terme politique

Le lien avec la politique n'a pas été le même pour tous les interviewés. Parce que les motivations que l'on soit militant ou simple partisan d'une organisation ne sont évidemment pas semblables. Ainsi, les responsables ou les militants bien engagés se sont définis comme investis d'une mission pour faire en sorte d'intéresser les membres de la communauté aux activités de leur partis, pour organiser la vie politique de la diaspora tout en militant pour leurs idées, et surtout pour garder le contact avec le pays. Pour les autres, qui dans leurs réponses se sont définis comme « prenant part aux activités sans trop grande importance », il s'agit principalement et presque uniquement de s'informer auprès des responsables car ils se disent préoccupés par la situation générale qui prévaut. Pourtant, quand on les questionne sur la situation générale du pays, ils ont tous (sans exception) tenu à exprimer leur point de vue, en allant même jusqu'à donner des pistes de sortie de crise. Ainsi, certains ont évoqué la tenue du procès à La Haye de l'ancien président Laurent Gbagbo qui est pour bon nombre source de division et de tension entre les Ivoiriens. On remarque que tous les Ivoiriens, que ce soient ceux qui se réclament d'associations politiques ou non, semblent avoir une opinion bien établie sur la situation politique du pays, et soutiennent fermement ou indéfectiblement des

⁵¹ Témoin E

tendances politiques, sans pour autant l'exprimer ouvertement au sein de la communauté. La question politique est donc une question brûlante d'actualité pour l'ensemble des Ivoiriens.

Pour autant, celle-ci n'est discutée qu'au sein de groupes ou d'associations qui partagent ces mêmes opinions, afin de ne pas créer des tensions ou des conflits entre Ivoiriens de la diaspora en Belgique. Parce que l'organisation de la diaspora reproduit jusque dans les moindres détails la division entre les Ivoiriens telle qu'elle existe en Côte d'Ivoire, avec la crise qui secoue le pays depuis les années 1990 (Ousmane Dembélé, 2003). Il faut noter que cela a d'ailleurs rendu difficile une partie des entretiens⁵² avec les personnes issues de cette diaspora, car les relations entre ses membres sont devenues plus complexes. Pour eux, la crise est encore bien présente dans les esprits et il ne faut pas trop afficher son opinion au risque de se faire de nouveaux ennemis. Ce qui peut paraître étrange car le contexte en Belgique est pourtant propice à une liberté de paroles. Mais ils affirment ne pas vouloir mettre en danger leur famille restée au pays, et vouloir se rendre encore régulièrement en Côte d'Ivoire sans y rencontrer de problèmes. Pour d'autres, au contraire, il est important de donner son opinion et, surtout pour ceux qui sont demandeurs d'asiles ou bénéficiant d'une protection, c'est même normal de le faire. Ces derniers se considèrent un peu comme « les voix des sans-voix » restés au pays, et ils veulent tant bien que mal, et malgré la distance, continuer à jouer un rôle dans le devenir de la Côte d'Ivoire. Ils réfléchissent en terme de « devoir de parler » pour éclairer l'opinion internationale et espérer, selon un interviewé, « *sauver les autres qui sont là-bas et qui vivent dans de mauvaises conditions*⁵³ ». C'est en cela que certaines associations se détermineront plus politiques que d'autres, avec en leur sein des personnes militantes et engagées pour donner de la voix et aider comme ils peuvent à l'avancée du pays. Ceux-là n'ont donc pas hésité lors des entrevues à donner leur opinion sur la situation générale du pays, à commenter l'actualité en cours et à expliquer la manière dont ils imaginaient un retour à la paix durable.

⁵² Il a donc fallu recadrer certaines interventions en précisant que le but ici était simplement de percevoir à travers eux la relation qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine et les influences qu'ils peuvent exercer sans pour autant être une sorte de relais d'un message quelconque.

⁵³ Témoin B

Type d'investissement dans le pays d'origine

On remarque que toutes les personnes interviewées investissent d'une manière ou d'une autre en Côte d'Ivoire. Le type d'investissement est extrêmement variable en fonction des individus et de leurs situations socio-économiques en Belgique. Ainsi, pour presque tous les interviewés, il s'agissait d'envoyer de l'argent de manière régulière à des membres de la famille restés sur place (le nombre de personnes concernées par ces envois variant en fonction des revenus du migrant). L'envoi d'argent se déroule également de manière ponctuelle, en cas de coup dur ou au contraire, d'événements festifs (mariages, baptêmes, etc.). Pour les personnes interviewées qui sont des travailleurs ou ayant un revenu plus conséquent, il s'agit plutôt d'investissements plus importants, avec par exemple la perspective de « *monter une affaire* » selon leurs termes, pour ainsi parler d'une petite entreprise. Il était souvent aussi question de la construction d'une maison dans leur région d'origine, via des mensualités envoyées, avec comme « contrôle », des voyages pour constater les avancements de ces réalisations. Il y a un interviewé pour qui il était important d'effectuer un investissement qui créerait des emplois, car selon lui, en tant que membre de la diaspora, il faut être capable de donner ou d'offrir une chance à d'autres restés sur place. Il considérait avoir eu de la chance « *d'être à l'aventure et donc d'avoir pu bénéficier d'opportunité, que j'aimerais partager avec d'autres. La vie en Belgique n'a pas toujours été facile, mais j'ai de la chance au final, il faut en faire profiter d'autres et leur venir en aide*⁵⁴ ».

Aussi à la différence des Camerounais, les Ivoiriens sont dans leur grande majorité, en tout cas pour les personnes interviewées dans notre investigation, dans une perspective de rapprochement sinon de contact permanent avec le pays et même parfois clairement de retour. Cela transparaît dans la plupart des interviews. Il existe pourtant, pour certains, un doute voire une certaine méfiance à évoquer l'avenir dans leur rapport avec le pays d'origine. Car une année fait figure « d'épée de Damoclès » pour les Ivoiriens, l'année 2020 qui verra se tenir les prochaines élections présidentielles. Selon les individus de la communauté, cette date sera déterminante pour marquer un retour à la normale définitif, après des élections sans heurts, dans l'optique de l'établissement d'une paix retrouvée et surtout durable.

⁵⁴ Témoin B

Enfin, pour le cas de la Côte d'Ivoire et sa diaspora, il y a également le souhait de prendre une part active dans le devenir du pays d'origine. A titre d'exemple, nous avons relevé le fait que la communauté a pu prendre part à l'élection présidentielle, organisée comme en Côte d'Ivoire, de l'enrôlement sur la liste électorale jusqu'au déroulement du scrutin. L'élection s'est couronnée par un taux de participation assez significatif d'environ 80% (source diplomatique de l'ambassade de Côte d'Ivoire en Belgique, 2015). Ceci démontre l'implication de la communauté ivoirienne dans le devenir politique de son pays et également l'importance que les autorités de la Côte d'Ivoire accordent à celle-ci. La prise en compte de leur vote montre bien l'importance de leur place sur l'échiquier national. Ce qui fera dire aux Ivoiriens que, malgré la distance, ils jouent un rôle dans l'avenir du pays, ce dont ils sont fiers et qu'ils jugent essentiel. Nous dénombrons par ailleurs sur les réseaux sociaux de nombreux « cyber activistes », qui se trouvent être la plupart du temps des membres de la diaspora, qui profitent d'être éloignés de leur pays pour dénoncer différentes situations problématiques dans le pays. Ils sont considérés comme des influenceurs par les personnes interviewées, « *ils sont écoutés par de nombreuses personnes, qui les suivent, car ils sont capables de faire bouger certaines choses concernant le pays*⁵⁵ ». Par exemple, dernièrement en Côte d'Ivoire, le gouvernement a voulu imposer des taxes douanières à l'encontre de tous les Ivoiriens venants de l'extérieur avec des affaires personnelles. Ainsi par le canal des réseaux sociaux, un appel à manifester contre ce fameux décret a été lancé et vu la mobilisation, il a été tout simplement remis à plus tard par les autorités ivoiriennes. Beaucoup de ces activistes sont membres des associations de la diaspora et utilisent volontiers ce canal pour faire passer leurs messages auprès des Ivoiriens. Avec l'avènement des réseaux sociaux, il est devenu de plus en plus facile de faire circuler des messages de dénonciation ou de propagande. C'est pourquoi de plus en plus de cyber-activistes sont présents sur la toile, et publient par exemple de nombreuses vidéos les mettant en scène pour aborder diverses questions de société. Selon un interviewé, « *ce n'est pas toujours une bonne chose car certains l'utilisent comme des tribunes et avec les réseaux sociaux, tout le monde peut dire tout et n'importe quoi sans pour autant que cela soit vrai*⁵⁶ ». De plus, certains membres de la diaspora utilisent aussi ces canaux pour attiser les tensions entre les Ivoiriens, plutôt que dans une optique de

⁵⁵ Témoin L

⁵⁶ Témoin H

réconciliation et d'apaisement. Cela peut même mener à des extrêmes, car le cas de la bagarre⁵⁷ entre des cyber-activistes et leurs soutiens.

Importance de la diaspora pour les pays d'origine

La diaspora est un acteur qui compte de plus pour les pays d'origine. Cela s'illustre par exemple en Côte d'Ivoire par la nomination de certains membres de la communauté à des postes de décision au sein de l'administration ivoirienne comme nous l'a affirmé un interviewé. Ces nominations représentent un symbole fort pour la diaspora, comme un gage de prise en compte de leur importance pour les autorités. Un ministère des Ivoiriens de la Diaspora et de l'Intégration africaine a été créé en vue de matérialiser cet intérêt. Le Ministre va jusqu'à définir les membres de la diaspora comme étant la 32^{ème} région du pays (forum de la diaspora, 2014). Ce ministère a pour rôle d'établir et maintenir un lien avec les Ivoiriens de l'extérieur, et de rassembler les projets et les initiatives de ses membres. Dans les politiques de développement de la Côte d'Ivoire, l'accent a été mis sur l'expertise que pourrait apporter les membres de la diaspora qu'on souhaite faire revenir au pays. Nous pouvons également citer « le Forum de la diaspora », une rencontre annuelle (dont la 2^e édition a eu lieu en 2017), organisée par les autorités afin de proposer un cadre de retrouvailles de sa diaspora. Une plate-forme a ainsi été mise en place, afin de rassembler des informations sur les réalités des diverses diasporas et d'offrir un endroit où tous les Ivoiriens du monde pourront exprimer leurs besoins spécifiques en tant que diaspora. Cette préoccupation envers la diaspora est aussi le cas du Sénégal⁵⁸ qui, à travers un ambitieux programme pour lutter contre la fuite des cerveaux s'est engagé à faire de sa diaspora une de ses priorités pour permettre un développement du pays. Cela s'est concrètement traduit par le fait de permettre à chaque migrant ayant acquis une expérience en dehors du pays d'y retourner pour se mettre au service de celui-ci.

⁵⁷ Vincent Duhem, 8 septembre 2015, « La diaspora ivoirienne, tout dans les muscles », Jeune Afrique, no, <http://www.jeuneafrique.com/mag/262357/politique/la-diaspora-ivoirienne-tout-dans-les-muscles/>

⁵⁸ Red Mangrove Development Advisors « France et Sénégal accompagner la diaspora dans ses investissements » <http://www.rmda-group.com/France-Senegal-Assistance-to-the.html>

B. Diaspora camerounaise

Création de la diaspora

Le Cameroun étant un pays qui ne reconnaissait pas la double nationalité jusqu'en 2011, bon nombre de personnes concernées par cette étude se sont donc présentées en tant que Camerounais ou Belge d'origine camerounaise, mais pas les deux. C'est pourquoi les résidents permanents, les étudiants ou les personnes qui se réclament comme activistes à l'intérieur des associations ont été approchés dans le cadre de cette recherche, afin d'avoir une multitude d'avis et faire en sorte de bien cerner la question du rapport avec le pays d'origine. Pour la création de cette diaspora, il faut noter que selon les témoignages recueillis, les raisons sont semblables à celles évoquées plus haut pour les Ivoiriens. A savoir l'entraide pour la vie sur place, la création de liens sociaux et le maintien d'un lien avec le pays d'origine.

Formes de liens avec pays d'origine

Tous les Camerounais gardent des contacts avec leur pays d'origine, à travers la famille restée sur place, les amis et de nombreux proches. Tous les moyens de communication sont utilisés pour y parvenir, avec une préférence pour les réseaux sociaux, très largement utilisés au sein de la communauté camerounaise. La plupart des migrants camerounais interviewés retournent dans leur pays d'origine, pour des vacances mais aussi pour des projets. Par contre, peu d'interviewés ont évoqué un possible retour à long terme et définitif vers le pays d'origine, ils souhaitent plutôt s'établir durablement en Belgique.

Associations

Il existe aussi pour la diaspora camerounaise un certain nombre d'associations. Celles-ci ont vu le jour, selon les initiateurs, pour promouvoir une cohésion entre les ressortissants de leur pays d'origine. La mission principale, comme définie par plusieurs membres de ces associations, est de maintenir des liens entre les Camerounais mais aussi de rester en lien avec le pays pour mener des projets parfois individuels ou collectifs comme nous l'ont signifié certains interviewés. A l'intérieur de ces associations, les individus se réunissent donc autant pour échanger les informations sur le Cameroun que pour échanger sur les différents besoins qu'ils peuvent rencontrer en Belgique.

Selon les personnes interviewées, la plupart des associations camerounaises fonctionnent sur la base du bouche à oreille et s'organisent sous la forme d'association de fait, et très peu d'ASBL. En effet, tout comme pour les Ivoiriens, les démarches administratives rebutent les

associations, qui ne trouvent pas d'intérêt spécifique à faire ce type de démarches. Il était souvent plus simple pour les individus ne pas passer par ce stade, car le plus important était que les membres aient les mêmes aspirations et envies. Ce n'est que lorsque qu'elles prenaient plus d'ampleur, et dans un soucis de se protéger légalement et juridiquement, que la constitution en ASBL était envisagée. C'est en tout cas ce que nous laissera entendre un interviewé pour répondre à la question générale de la création d'associations en leurs seins.

Plusieurs sortes d'associations verront le jour au sein de la diaspora, principalement des associations culturelles, sociales ou religieuses. A travers ces dernières, il sera question de perpétuer et transmettre des pratiques socio-culturelles et religieuses qui lient leurs membres depuis le Cameroun, afin de les conserver, même au sein de la Belgique. Il y a par ailleurs des associations qui se présentent comme des reproductions de la sphère politique du pays d'origine. Les personnes militantes ou impliquées dans celles-ci ne représentent pas la majorité des membres de la diaspora (et des interviewés). Ainsi, au fur et à mesure des interviews, il est apparu que bien que beaucoup de Camerounais aient un niveau d'études assez élevé, pour comprendre et expliquer leur pays et sa situation générale, ce n'est pas pour autant qu'ils s'intéressent à la chose politique. Et quand on creuse les raisons de ce désintérêt, la plupart ont été réticents à l'expliquer. Tout juste certains ont-ils expliqué que selon eux *« les jeux sont faits et le plus important, c'est la réalisation personnelle une fois à l'extérieur plutôt que de vouloir s'impliquer dans une quelconque situation politique qui ne pourra que causer du tort »*⁵⁹.

Enfin, il faut noter que la plupart des associations camerounaises évoquées dans le cadre de cette recherche sont davantage tournées vers la vie en Belgique plutôt que vers l'investissement dans une situation sociopolitique d'ensemble au Cameroun. Les liens avec le pays d'origine pour la plupart de nos interviewés n'étaient pas établis au travers de groupes ou d'associations, mais plutôt de manière individuelle ou via la famille et les amis.

Positionnement par rapport au pays en terme politique

Les interviewés pour la plupart ne se sont pas positionnés en tant qu'acteur politique ou acteur qui prend part de façon active aux activités politiques du pays d'origine. Lors des interviews,

⁵⁹ Témoin N

très peu de commentaires sur l'actualité camerounaise sont également ressortis. Par contre, les Camerounais étaient plus prompts à commenter l'actualité africaine en général.

En terme d'engagement politique en vue d'une alternance, ou de perspectives politiques simplement, très peu de Camerounais se sont montrés actifs. Pourtant, d'aucun jugeaient l'alternance politique comme profitable, afin de donner un nouvel élan au pays. L'engagement concret des personnes interviewées pour y prendre part restait toutefois très conditionnel. C'est donc un lien particulier qu'entretient la diaspora camerounaise sur le plan politique avec son pays d'origine, selon les personnes interviewées. Cette attitude diffère en tout cas largement des Ivoiriens, prompts à s'engager et à commenter l'actualité de leur pays, se définissant comme des acteurs de changement politique.

Type d'investissement dans le pays d'origine

Tout comme les Ivoiriens, les Camerounais investissent tous d'une manière ou d'une autre dans leur pays d'origine. Il y a tout d'abord l'envoi régulier d'argent à des membres de la famille, et parfois de manière ponctuelle lors d'événements spécifiques. Ensuite, il y a aussi l'achat ou la construction de biens immobiliers, qui mobilisent les finances de plusieurs Camerounais interviewés. Enfin, ils investissent aussi à travers des projets individuels, basés sur l'expérience acquise en Belgique qui sera mise à profit pour leur réalisation. Ces projets sont souvent à petite échelle, comme par exemple, le développement de la restauration rapide, comme celle que l'on trouve en Belgique. Ces petits commerces sont souvent copiés sur des commerces de référence en Belgique, mais portent d'autres noms. Ces types d'activités sont développés sur base d'expériences acquises dans les pays du Nord, mais sont adaptées aux réalités locales.

Pour le cas du Cameroun, il y a eu l'organisation d'élection présidentielle au sein de l'ambassade en Belgique en 2011. Le taux de participation semble avoir été très faible selon les sources recueillies. On ne peut donc mesurer de manière fiable via ce canal l'investissement politique des Camerounais. Si comme nous l'avons souligné plus haut, ils s'investissent peu dans la chose politique au niveau associatif, ce n'est pas le cas de ceux que nous appellerons « cyber activistes » ou du moins qui se définissent comme tels. Pour la plupart des interviewés, ces personnes sont réellement capables de faire bouger certaines choses concernant le pays. Certains membres de la diaspora ont misé sur ces mêmes réseaux sociaux pour parler politique et ainsi dénoncer certains agissement afin d'amener à « l'éveil des consciences ». Ces personnes sont reconnues à l'intérieur des communautés comme étant

des cybers-activistes ou influenceurs, nommées par tous comme tels, à tel point que l'on s'adresse à elles pour relayer des informations concernant la diaspora. Pour le Cameroun nous avons l'exemple des chanteurs qui utilisent leurs chansons pour dénoncer certains problèmes de société et qui, censurés lors de la sortie de leurs albums, ont opté pour une diffusion sur internet pour se faire entendre. Ils sont ainsi largement relayés sur les réseaux sociaux et parviennent à faire entendre leurs messages tout en contournant la censure.

Un fait qui semble bien différent par rapport aux Ivoiriens concerne la possibilité d'un retour au pays. En effet, alors que les Ivoiriens l'envisageaient à long terme sous certaines conditions, les Camerounais interviewés n'en ont presque pas fait mention. Il ne semble pas y avoir d'intérêt pour un retour au Cameroun, et le regard est plutôt porté vers l'Europe, pour y demeurer durablement.

Importance de la diaspora pour les pays d'origine

Pour ce qui est de l'importance que les autorités camerounaises accordent à sa diaspora, de nombreux interviewés ont tenu à faire part de leur désarroi vis-à-vis des initiatives prises par le gouvernement. Ils reprochent aux autorités de porter peu d'intérêt à la diaspora. Selon eux la diaspora camerounaise, à l'inverse du cas des Ivoiriens, semble peut intéresser les autorités camerounaises. Ainsi, sans pour autant nous donner des chiffres exacts, un interviewé nous dira que « *les étudiants camerounais sont partout ici (ndlr : en parlant de Louvain la neuve) et en Allemagne aussi, il y a un grand nombre d'étudiants camerounais qui ont fini les études et qui n'attendent que d'être appelés pour servir leur pays d'origine⁶⁰* ». Pourtant, le gouvernement ne semble pas s'y intéresser et ne soutient pas les initiatives des membres de la diaspora. Ceci est un frein indéniable au retour des Camerounais dans leur pays d'origine, ou même à l'investissement général des membres de la diaspora dans des activités socio-économiques. Ils ne peuvent compter que sur certaines initiatives privées pour encadrer un retour ou pour s'intégrer dans le tissu économique camerounais. Selon les personnes interviewées, le potentiel de la diaspora n'est donc pas utilisé, ce qui représente une perte pour le Cameroun. Or, comme mentionné plus haut, cette diaspora du fait de sa grande diversité et de son potentiel, pourrait être un atout majeur pour le développement du pays, à plusieurs niveaux. A titre d'exemple un interviewé a cité le football, domaine dans lequel le Cameroun regorge de ressortissants qui s'illustrent dans les meilleurs championnats européens. Grâce à une équipe composée en partie de joueurs issus de la diaspora, elle vient même de remporter

⁶⁰ Témoin P

la dernière Coupe d'Afrique des Nations de football. Le lien avec la diaspora est donc négligé par les autorités même si certaines initiatives commencent à voir le jour. Ainsi, des projets qui encouragent les membres de la diaspora à un retour au pays pour se mettre au service de la nation ou pour apporter leur savoir-faire ou expertise sont mis en avant. Même s'il est récent, un programme d'aide au retour existe et se veut être un outil gouvernemental pour la promotion du retour des Camerounais de la diaspora (2017)⁶¹.

Enfin, en ce qui concerne les possibles nominations de membres de la diaspora à des postes au sein de l'administration, comme ce fut le cas pour les Ivoiriens, une personne nous dira ceci : « *les gens ne sont pris ou nommés qu'en fonction du fait qu'ils soient le fils d'un tel*⁶² ».

⁶¹ SA. Février 2017. « Le gouvernement crée un programme d'aide au retour des jeunes camerounais de la diaspora », *Investir au Cameroun*, en ligne <http://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1602-8548-le-gouvernement-cree-un-programme-d-aide-au-retour-des-jeunes-camerounais-de-la-diaspora>

⁶²

V. Grandes tendances des diasporas

Au terme de l'analyse des deux communautés étudiées, et avec l'éclairage théorique, nous pouvons dégager quelques grandes tendances de ces deux diasporas présentes en Belgique, qui pourront même s'élargir aux diasporas en général. Cette analyse s'est effectuée sur des diasporas de petite taille en Belgique, avec un nombre de membres moins conséquent que d'autres diasporas présentes depuis plusieurs générations sur le territoire belge. Néanmoins, on peut remarquer que ces diasporas, présentes sur le territoire de Bruxelles, s'installent également petit à petit dans d'autres lieux en Belgique même si les nombres ne sont pas définis de façon officielle. Nous retrouverons donc dans des grandes villes comme Liège et Charleroi ces communautés qui essayent tant bien que mal de s'affirmer, de s'intégrer et d'exister.

Le but de cette recherche était de comparer et d'analyser les comportements des diasporas ivoiriennes et camerounaises en Belgique et plus particulièrement dans la partie francophone du pays. Au terme de notre analyse force est de constater que les communautés ivoiriennes et camerounaises sont bien présentes en Belgique. Les Ivoiriens plus petits en nombre de ressortissants, et plus récents en terme de migration en Belgique par rapport aux Camerounais, qui ont une plus longue histoire migratoire avec la Belgique, de par leur proximité avec les anciennes colonies belges, sont pourtant aussi bien représentés en termes d'associations que les Camerounais. Pourtant, cela n'atteint pas le niveau de représentativité d'autres communautés présentes en Belgique, telles que celles des Congolais, Marocains ou Turcs. Malgré leurs petites tailles, ces diasporas ont donc réussi à se développer et à créer un tissu social relativement fort.

La première grande caractéristique commune aux diasporas étudiées concerne la raison pour laquelle les migrants intègrent les diasporas et cultivent ce sentiment d'appartenance à un ensemble ou à une communauté. Les personnes ressortissantes d'un même pays se retrouvant dans un pays tiers, à l'instar des Ivoiriens et des Camerounais en Belgique, sont au départ de leur projet migratoire dans des dynamiques individuelles. Une fois dans leur pays d'accueil, ils sont confrontés à plusieurs difficultés de vie voire de survie. Pour s'en sortir et être mieux armés face à ces problèmes, ils privilégieront des liens avec leurs communautés d'origine. Celles-ci mènent différentes activités qui consistent à se réunir, s'entraider, être solidaire dans le cadre de leur intégration dans la vie sociale et économique en Belgique. Les nouveaux membres des diasporas, au vu de leur récente installation en Belgique, cherchent d'abord à

s'intégrer dans le tissu social et économique belge et à ne pas être perçus comme des immigrés passifs mais plutôt comme des acteurs. C'est seulement une fois que cette dynamique d'intégration sera réalisée qu'individuellement ou collectivement, selon les projets et les initiatives, les membres des diasporas se tourneront vers leur pays d'origine afin d'y mener un rôle en tant qu'acteurs de développement. Ainsi, pour certains, le projet sera tourné vers le domaine politique tandis que pour d'autres, ce sera uniquement dans le domaine social. Pour reprendre la phrase d'un interviewé, « *chacun ne pourra donner que ce qu'il a en lui*⁶³ ».

Une autre grande caractéristique des deux diasporas concerne les relations sociales entre les individus à l'intérieur des communautés. Celles-ci semblent fonctionner plus par affinités régionales que nationales. Ainsi, on retrouvera à Bruxelles par exemple des associations d'Ivoiriens du Sud, de l'Est ou de l'Ouest. La création des associations se base donc plutôt sur les régions de la Côte d'Ivoire que sur des thématiques transversales. Ceci est également une réalité pour les Camerounais. Dès lors, les liens sociopolitiques avec les pays d'origines suivent la même configuration. C'est pour cela que nous trouverons plutôt des actions isolées émanant d'individus ayant comme référence l'appartenance à une région donnée pour entreprendre des actions dans ce lieu. Cette reproduction des divergences régionales tend à rendre les actions dans le pays plus ciblées et axées sur des petites parties ce qui les fait paraître parfois même insignifiantes aux yeux des populations des pays d'origine.

Il existe une autre tendance commune aux membres des diasporas : l'envoi d'argent de manière régulière à des personnes restées au pays, appelées « rémittences ». Ces actions sont entreprises de manière individuelle par presque tous les membres des diasporas. Ce transfert d'argent est « vécu comme quelque chose de totalement naturel. C'est une évidence pour celui qui a migré en Europe (...). Quelle que soit sa situation, ça reste une obligation à laquelle le migrant ne peut se soustraire malgré sa situation parfois précaire⁶⁴ ». En effet, le migrant est souvent redevable à une ou plusieurs personnes restées au pays car son projet migratoire a été financé par ces derniers. Dès lors, le migrant ne peut se soustraire à ces envois réguliers d'argent⁶⁵, afin de rembourser sa dette ou de soutenir les projets migratoires de personnes restées au pays. Ces activités, toujours ciblés, ne peuvent être considérées comme des actions de développement à grande échelle, mais contribuent sans nul doute au développement des

⁶³ Témoin J

⁶⁴ Kalonjji, Billy. 2013. « On est lié par une corde invisible », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 30-34

⁶⁵ Ibidem

pays d'origine. C'est la principale critique que l'on adresse aux rémittances : malgré leur importance en terme financier, elles n'amènent le développement que de manière ciblée, à une famille ou à un petit groupe, et non pas vers un plus large échantillon de la population. Elles ne permettent donc pas de répondre à des problèmes structurels ou de développer des projets de grande envergure, en termes de services publics par exemple.

Par ailleurs, l'analyse des deux communautés étudiées a permis de percevoir de grandes différences par rapport à l'organisation de la diaspora. Nous avons ainsi pu établir que la situation générale dans les pays d'origines de celles-ci déterminait ou avait un impact sur le comportement de ses membres. Pour la Côte d'Ivoire, les affres de la guerre et les troubles encore récents de son histoire ont créé une communauté disloquée en Belgique. On a vu par exemple que, malgré les tentatives de créer une association dans laquelle se reconnaîtraient l'ensemble des Ivoiriens, celles-ci n'ont pu aboutir jusqu'à aujourd'hui. Au contraire, les divisions restent bien présentes entre les différentes parties de la communauté. Ce qui renvoie à la situation qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire. Les diasporas sont donc également le reflet des tensions socio-politiques qui prévalent dans leurs pays d'origine. Malgré la distance, le manque de repères dans le pays d'accueil, la nécessité d'une certaine solidarité pour affronter les défis d'une vie à l'étranger, la volonté de se retrouver pour conserver un lien avec le pays d'origine, les fractures identitaires sont toujours présentes alors qu'on pourrait s'attendre à ce qu'elles disparaissent au profit d'une cohésion globale entre membres de la diaspora. Cette tendance ne se retrouve pas du tout au sein de la communauté camerounaise, qui ne vit pas de fracture identitaire au Cameroun et qui dès lors, ne l'a pas reproduit en Belgique. La communauté camerounaise s'organise sur des bases classiques d'appartenance religieuse, culturelle, sociale, etc.

En terme d'implication politique, les diasporas agissent de manière différente. Pour le Cameroun, l'impression générale qui se dégage est que les membres de sa diaspora en grande partie se consacrent peu au devenir politique de leur pays. Pour certains, c'est comme si le devenir du pays ne pouvait pas changer et que leur implication (ou non) ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan. Le volet socio-économique est pour bon nombre d'entre eux ce sur quoi la diaspora devrait se pencher, plutôt que le volet politique tant miné par le parti au pouvoir actuel. Ce qui n'empêche pas le public camerounais de s'intéresser à la chose politique dans les débats politiques d'autres pays, un paradoxe ! Mais il faut néanmoins nuancer le propos, car au sein de la diaspora, des personnes s'intéressent à cette dimension politique, et le font savoir par tous les moyens, notamment via les réseaux sociaux. Pour les

Ivoiriens par contre, leur implication politique est forte, même si cela ne se traduit pas toujours par un engagement militant. Néanmoins, cela semble être une préoccupation centrale pour toutes les personnes interviewées, avec un souci d'information et de participation partagés par tous, voire de militantisme pour les plus engagés.

Enfin, nous avons constaté que les pays d'origine avaient des relations diverses avec leur diaspora, même si la tendance générale va vers une prise en compte de plus en plus conséquente de celle-ci. La Côte d'Ivoire est nettement plus avancée dans ce domaine, avec la création d'institutions et de programmes qui ont comme objectif de faire participer les diasporas à la vie socio-politique du pays. Cela rejoint l'envie de ces diasporas d'être prises en compte par les autorités de leurs pays d'origine, pour jouer un rôle dans le développement de celui-ci. Le Cameroun a pendant longtemps peu tenu compte de sa diaspora, pourtant nombreuse et qualifiée. Néanmoins, les choses commencent à bouger dans le sens de l'implication des diasporas à travers des programmes d'aide au retour et à la participation à la vie socio-politique.

Les sociétés d'accueil, ici la Belgique, jouent également un rôle important quand on évoque les diasporas, même si cela reste peu étudié ou pris en compte. En effet, le développement des diasporas et d'associations qui leur sont liées, dépend fortement de la place qui leur est accordé par le pays d'accueil, et de la perception de celui-ci sur l'intégration des membres de la diaspora. Pour reprendre les propos de Fred Mawet, *« cette question confronte aussi les sociétés d'accueil à une difficulté : considérer les diasporas comme des acteurs utiles de développement (là-bas et ici) n'implique-t-il pas d'admettre que ces diasporas ont des noms, des visages, des structures qu'il convient de reconnaître, voire d'aider à émerger comme des interlocuteurs légitimes ? Cette démarche logique s'est toujours heurtée en Belgique francophone à une peur : en agissant ainsi on encouragerait une sorte de « communautarisme » ou « de développement séparé » et on mettrait des obstacles à l'intégration des migrants et de leurs descendants, étant entendu qu'on ne peut être en même temps « de là-bas » et « d'ici ».*⁶⁶

⁶⁶ Mawet, Fred. 2013. « De la double absence à la double présence », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : p 64-65.

VI. Conclusion générale

Au terme de notre analyse, nous pouvons conclure en affirmant que certaines des hypothèses énoncées au début de ce travail, et qui ont guidé notre analyse, sont vérifiées. Tout d'abord, nous cherchions à prouver que les membres des diasporas maintenaient des relations solides avec leurs pays d'origine. Cette hypothèse s'est vérifiée grâce à de nombreuses recherches l'évoquant au sein de la littérature et dans les récits des personnes interviewées. Ces relations sont toutefois très diverses, complexes et fluctuantes. En effet, il peut s'agir d'une simple prise de contact régulière, de la volonté de se tenir informé constamment de l'actualité du pays d'origine, d'un retour annuel pour des vacances ou dans bien d'autres cas d'un retour pour investir ou partager son expertise ou son savoir-faire acquis à l'étranger. Par ailleurs si pour certaines diasporas, le contact établi avait pour objectif de ne pas perdre le lien avec la culture et le pays d'origine, pour d'autres par contre ces liens menaient jusqu'à un engagement politique concret et une participation à la vie politique du pays d'origine. Ceci nous permet de faire le lien avec la 2^{ème} hypothèse que nous voulions démontrer, à savoir que, malgré la distance, ce sont des acteurs de la vie sociopolitique et économique dans leur pays d'origine, à travers la mise en place de projets, d'échanges d'expertise, de mise en réseau, etc. Ceci a été démontré tout au long de notre analyse, particulièrement pour le volet économique, où les rémittences ont très souvent été évoquées. Si la contribution économique est déjà largement documentée dans la littérature, nous avons pu établir que les membres de la diaspora participaient aussi à la vie politique et sociale, en menant divers projets, en envisageant des retours à plus long terme (par exemple via la construction de maison, le développement de petits commerces, etc.), en faisant des séjours réguliers dans leurs pays d'origine, etc. L'implication au sein de la vie politique a aussi largement été démontrée, particulièrement dans le cas des Ivoiriens, où la question politique est réellement centrale dans leurs liens avec la Côte d'Ivoire. Plusieurs associations politiques sont présentes en Belgique et actives pour permettre à leurs membres de contribuer à la vie politique du pays d'origine. Ceci fait de certains membres de la diaspora des influenceurs de la vie sociopolitique de leurs pays d'origine, particulièrement ceux actifs au sein d'associations politiques ou actifs sur les réseaux sociaux (cyber-activistes). Néanmoins, ces personnes restent minoritaires au sein de la diaspora.

Tous ces éléments nous permettent de confirmer l'hypothèse principale qui consiste à considérer les diasporas comme des acteurs de développement. Tout au long de notre analyse et à travers également les interviews, les éléments semblent converger vers cette assertion.

Que ce soit au niveau social, économique ou politique, nous avons démontré que les membres de la diaspora contribuaient au développement de leur pays. Ceci se fait néanmoins à des degrés divers, dans des proportions relatives et très variables, souvent de manière plus individuelle que collective. Ainsi, cela va du simple fait d'envoyer de l'argent à la constitution d'associations qui ont des projets d'investissement dans le pays d'origine. Toujours est-il que bon nombre d'individus ont montré et manifesté un réel désir d'investir au pays. Aussi il faut noter que dans bien des cas, les gouvernements de ces pays portent un intérêt croissant aux diasporas. Même si aux yeux de certains membres de la diaspora, ces autorités pourraient faire mieux, voire même beaucoup plus, pour faire de la diaspora un des leviers du développement.

Cependant, il faut nuancer la qualité d'acteurs développement attribuée à la diaspora. Car si de nombreux membres de la diaspora se sont présentés comme tel ou ont du moins manifesté ce désir, il n'en pas moins que les actions restent encore dans certains cas au stade de projets non mis en œuvre ou de simples souhaits. Et pour ceux dont les actions ont déjà été entamées dans les pays, elles restent souvent isolées et ciblées vers quelques avancées plus individuelles en terme de niveau de vie d'un groupe précis de la population. Dans ce cas nous ne pouvons pas véritablement les considérer comme des acteurs de développement portant des actions bénéficiant à un grand ensemble. Les projets sont toujours ciblés et donc bénéficient à un groupe ou un ensemble de personnes en contact ou en liens avec ces diasporas. Ils ne permettent pas encore de répondre à des défis plus structurels et globaux pour l'ensemble du pays. Pourtant, les diasporas peuvent jouer ce rôle comme l'illustrent les exemples des diasporas maliennes en France, des diasporas burkinabés ou sénégalaises en Italie. Les Maliens de France ont par exemple mis en place un système s'approchant de la sécurité sociale, dans lequel chaque membre de la diaspora cotise pour un fonds qui est redistribué à tous les Maliens en fonction de leurs besoins. Ceci afin de dépasser l'aide ciblée et individuelle, qui ne profitait qu'à certaines familles. Même si ces projets peuvent être critiqués ou améliorés, ils offrent des perspectives intéressantes dont pourraient s'inspirer d'autres diasporas mais aussi les pouvoirs publics des pays d'origine.

Plusieurs limites sont apparues au cours de notre analyse, qu'il convient d'évoquer pour nuancer la validité de notre hypothèse. Tout d'abord, l'échantillon établi dans le cadre de cette analyse était relativement petit et ne peut pas prétendre refléter la situation générale des diasporas et de leurs relations avec leurs pays d'origine. De plus, il se concentrait sur deux

diasporas spécifiques dans un contexte limité, à savoir celui de la Belgique francophone. C'est pourquoi, dans le cadre d'une analyse plus importante, afin de croiser les résultats, il serait intéressant de travailler sur un échantillon plus large de membres des diasporas, voire même de les comparer avec des membres de ces mêmes diasporas évoluant dans d'autres pays (il serait intéressant de les comparer par exemple avec les diasporas ivoiriennes et camerounaises en France). Ou encore de comparer ces analyses avec d'autres diasporas présentes en Belgique. Aussi, pour bien concevoir cette relation entre diaspora et pays d'origine, il serait intéressant d'avoir le point de vue des personnes restées au pays. Il serait intéressant de mener une enquête de terrain à la fois auprès des populations qui bénéficient des rémittences, mais aussi de ceux impliqués dans des projets menés par des membres de la diaspora. De plus, une enquête globale sur la perception de l'influence des diasporas pourrait être menée. En incluant également le point de vue des autorités des pays d'origine.

Nous ne pourrions terminer sans ouvrir ou entrevoir des perspectives pour la suite de l'étude des diasporas. D'abord, une question particulière surgit à la suite de notre analyse : si les membres des diasporas sont des acteurs de développement de leurs pays d'origine, pourquoi ne sont-elles pas plus représentées dans le paysage de la coopération au développement et des ONG ? En effet, les membres de la diaspora restent sous-représentés au sein des associations et des organismes de développement. « *Malgré un élan prometteur au début des années 2000, les ONG restent toutefois hermétiques à ces diasporas, que l'on pourrait pourtant considérer comme des alliés naturels*⁶⁷ ». Petit à petit, les diasporas apparaissent pourtant comme des acteurs pertinents pour les projets de développement⁶⁸ : si le fait de les consulter ou de les faire participer dans les projets de développement depuis le Nord n'est pas gage de réussite de ceux-ci, ils peuvent représenter des personnes relais incontournables. Ils bénéficient en effet d'une connaissance des réalités des pays concernés par ces projets de développement, de relations au sein de ces pays et d'une approche plus adaptée à la réalité locale là-bas tout en étant consciente des modes de fonctionnement des ONG du Nord, en vivant dans le même pays, avec les mêmes logiques administratives et politiques. Ils peuvent donc se positionner comme au minimum des « courroies de transmission » dans les actions sur le terrain entre les ONG et les populations locales.

⁶⁷ Préaux, Céline. Novembre 2015. « L'avenir est-il aux ONG métisses ? », *N'GO Magazine*, no 25 : 14-24.

⁶⁸ Lafleur, Jean-Michel. 2013. « Une identité transnationale », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 58-59.

Il nous paraît par ailleurs essentiel de penser désormais les diasporas dans leurs grandes diversités et leurs constantes évolutions. Les membres qui la composent sont pour la plupart engagés vers leurs pays d'origine, ou du moins concernés par ceux-ci, ils sont de plus en plus bien formés pour agir et réagir dans les différentes sphères et ils disposent de compétences et de savoir-faire qui seraient pertinents pour leur pays d'origine. Les diasporas sont donc aujourd'hui des atouts pour les pays d'origine qui disposent d'un vivier de personnes qui ne demandent qu'à être entendues, prises en compte pour participer au développement de leur pays. Et cela bénéficiera aussi au pays d'accueil de ces diasporas. Pour reprendre la thèse de Jean-Michel Lafleur, « on constate que la participation « là-bas » ne se fait pas au détriment de la participation « ici ». Il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle. Plus on s'implique pour une cause, plus on développe de sensibilités à d'autres causes, et de compétences⁶⁹ ». En cela, l'approche transnationale⁷⁰ renferme une vision qui semble plus adaptée au contexte actuel, en considérant le migrant non plus uniquement comme un déraciné, mais également comme un acteur de son pays d'accueil et de son pays d'origine.

⁶⁹ Lafleur, Jean-Michel. 2013. « Une identité transnationale », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 58-59.

⁷⁰ Ibidem

VII. Bibliographie

Articles scientifiques

Abdelmalek, Sayad. 2016. "L'immigration Ou Les Paradoxes de L'altérité." Accessed May 13. <http://ps-paris18cgo.org/blog/wp-content/blogs.dir/1/files/2009/05/immigration-alterite-1.pdf>.

Ahoure Alphonse. 2008. « Migrations, transferts, gouvernance et croissance dans les pays d'Afrique sub-saharienne : une analyse à partir des données échantillonnées », *Les recherches sur les migrations africaines : méthodologie et méthodes*, Paris, L'Harmattan.

Amin, Samir. 1972. "SOUS-DÉVELOPPEMENT ET DÉPENDANCE EN AFRIQUE NOIRE : LES ORIGINES HISTORIQUES ET LES FORMES CONTEMPORAINES." *Revue Tiers Monde* 13 (52): 753–78.

Ammassari, Savina. 2004. *Gestion Des Migrations et Politiques de Développement: Optimiser Les Bénéfices de La Migration Internationale En Afrique de l'Ouest*. BIT, Bureau international du travail. http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_201596.pdf.

Andréa, Réa. 2016. "La Longue et Sinueuse Route Menant À L'emploi- Une Analyse Des Carrières Sur Le Marché de L'emploi Des Demandeurs D'asile et Des Réfugiés En Belgique." Accessed May 13. <http://germe.ulb.ac.be/uploads/pdf/articles%20online/Careers%20Book/CareersResumeFR.pdf>.

Andréa Réa, Marco Martiniello, Johan Wets, Christiane Timmermans. 2016. "Nouvelles Migrations et Nouveaux Migrants En Belgique." Accessed May 13. http://www.belspo.be/belspo/ta/publ/academia_nieuwe_migraties.pdf.

Assogba, Yao. 2002. "Diaspora, Mondialisation et Développement de l'Afrique." *Nouvelles Pratiques Sociales* 15 (1): 98–110.

Assogba, Yao Ayekotan, and Université du Québec en Outaouais Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. 2002. *Et Si Les Africains de La Diaspora Étaient Des Acteurs Du Développement de l'Afrique?* Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. http://vmedulnx01.uqo.ca/crdc/00_fichiers/publications/cahiers/R25.pdf.

Banque Mondiale, 2012, « Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds », Washington DC, www.worldbank.org/prospects:migrationsandremittances

Banque Mondiale. 2016. « Légère progression des envois de fonds vers les pays en développement en 2015 », en ligne <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/04/13/remittances-to-developing-countries-edge-up-slightly-in-2015>

Beauchemin, Cris. 2015. « Migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE) : Réflexions sur la conception et les limites d'une d'enquête multi située », en ligne <https://www.cairn.info/revue-population-2015-1-page-13.htm>

Bolzmann, Claudio, and THÉOGÈNE-OCTAVE GAKUBA ET IBRAHIMA GUISSÉ. 2011. *Migrations Des Jeunes d'Afrique Subsaharienne: Quels Défis Pour L'avenir?* Editions L'Harmattan.

Bonaventure, Kagné, and Marco Martiniello. 2001. "L'immigration subsaharienne en Belgique." *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no. 1721 (April): 5–49.

Bouquet, Christian, 2003. « Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire / The importance of foreigners in Ivory Coast », *Annales de Géographie*, no 630 : 115-145, en ligne http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_2003_num_112_630_895

Braudel, Fernand. 1958. "Histoire et Sciences Sociales: La Longue Durée." *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 13 (4): 725–53.

Bruneau, 2009. « Exil, refuge », pp. 9-10.

Conseil National du Développement des sciences humaines et sociales. 2001. « L'éthique de la recherche en sciences humaines et sociales », Presses Universitaires de France, en ligne <http://www.cairn.info/pour-une-politique-des-sciences-de-l-homme-et-de-l-9782130520887-page-93.htm>

Daum, Christophe. 1998. "Développement Des Pays D'origine et Flux Migratoires: La Nécessaire Déconnexion." *Hommes & Migrations*, no. 1214: 58–64.

Dembele, Ousmane. 2003. « Côte d'Ivoire : la fracture communautaire », *Politique africaine*, no. 89 : 34-48

Dial Fatou Binetou, Ndione Babacar. 2010. « Migration clandestine féminine, Etude de cas de Dakar et sa banlieue », Dakar.

Diop, Moustapha. 1993. "L'immigration Ouest-Africaine En Europe." *Études Internationales* 24 (1): 111–24.

Fall, Abdou Salam, and Université du Québec en Outaouais Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. 2003. *Enjeux et Défis de La Migration Internationale de Travail Ouest-Africaine*. Secteur de la Protection Sociale, Programme des Migrations Internat., Bureau Internat. Du Travail. http://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_201612.pdf.

Favreau, Louis, and Abdou Salam Fall. 2007. *L'Afrique Qui Se Refait: Initiatives Socioéconomiques Des Communautés et Développement En Afrique Noire*. PUQ. [https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=MmwNHnT-](https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=MmwNHnT-OUUC&oi=fnd&pg=PR3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=by3vc316K6&sig=KfiDGpac_XgPX8fHJii79UH3-iE)

[OUUC&oi=fnd&pg=PR3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=by3vc316K6&sig=KfiDGpac_XgPX8fHJii79UH3-iE](https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=MmwNHnT-OUUC&oi=fnd&pg=PR3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=by3vc316K6&sig=KfiDGpac_XgPX8fHJii79UH3-iE).

Gubert, Flore. 2010. « Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique », *Regards croisés sur l'économie*, no 8, La Découverte. Document téléchargé depuis www.cairn.info

Jean-Marie, Cour, and Snrech Serge. 1998. *Écoloc, Gérer L'économie Localement En Afrique: Evaluation et Prospective Préparer L'avenir de l'Afrique de l'Ouest-Une Vision À L'horizon 2020 Étude Des Perspectives À Long Terme En Afrique de l'Ouest: Étude Des Perspectives À Long Terme En Afrique de l'Ouest*. OECD Publishing. [https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=-](https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=-WKeAwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=dbvkzhkj0-&sig=JwwlFIsZfQL3Cx8aRCjKMZTlf00)

[WKeAwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=dbvkzhkj0-&sig=JwwlFIsZfQL3Cx8aRCjKMZTlf00](https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=-WKeAwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA3&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=dbvkzhkj0-&sig=JwwlFIsZfQL3Cx8aRCjKMZTlf00).

M a r c o M artiniello, A n d r e a R e a, C h r i s t i a n e T i m m e r m a n, and J o h a n W e t s. 2016. “Nouvelles Migrations et Nouveaux Migrants En Belgique Nieuwe Migraties En Nieuwe Migranten in België.” Accessed May 13. http://www.belspo.be/belspo/ta/publ/academia_nieuwe_migraties.pdf.

Mireille Blais et Stéphane Martineau. 2016. “L’analyse Inductive Générale: Description D’une Démarche Visant À Donner Un Sens À Des Données Brutes.” Accessed May 13. [http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero26\(2\)/blais_et_martineau_final2.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero26(2)/blais_et_martineau_final2.pdf).

Mondain, Nathalie, « Migrantes sénégalaises, ambitions rêves et stratégies », en ligne paperroom.ipsa.org/papers/paper_35430.pdf

OCDE. 2016. “Développement: L’aide Aux Pays En Développement Fléchit Sous L’effet de La Recession Mondiale - OCDE.” Accessed May 13. <http://www.oecd.org/fr/presse/developpementlaideauxpaysendveloppementflechitsousleffetdelarecessionmondiale.htm>.

Quiminal, Catherine, and Mahamet Timera. 2002. “1974-2002, Les Mutations de L’immigration Ouest-Africaine.” *Hommes et Migrations*, 19–32.

Robin, Nelly. 1996. *Atlas Des Migrations Ouest-Africaines Vers l'Europe, 1985-1993*. IRD Editions.

<https://books.google.be/books?hl=fr&lr=&id=sPxtrmQaMMEC&oi=fnd&pg=PA2&dq=Immigration+AND+education+IN+afrique+de+l%27ouest+en+belgique&ots=LPTjc0Tf5S&sig=mALxREiYVQey0Q1QcBGStzUw9QI>.

Rostow, Whitman, 1960. « Les étapes de la croissance économique :un manifeste non communiste », *Economica*

Sami, NAÏR. 1997. *Rapport de Bilan et D'orientation Sur La Politique de Co-Développement Liée Aux Flux Migratoires*. Mission Interministérielle « Migrations/Co-développement », Ministère des Affaires Étrangères, Paris. http://www.ierem.com/IMG/pdf/Rapport_de_bilan_et_d_orientation_sur_la_politique_de_cod_eveloppement_liee_aux_flux_migratoires.pdf.

Schoumaker, Bruno, Schoonvaere, Quentin. 2012. « L'immigration subsaharienne en Belgique. Etat des lieux et tendances récentes », *Démographie et sociétés*.

Schnapper, Dominique, Jacqueline Costa-Lascoux, and Marie-Antoinette Hily. 2001. "De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora." *Revue européenne de migrations internationales* 17 (2): 9–36. Doi:10.3406/remi.2001.1777.

Taylor, E. J. 2016. "The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process - Taylor - 2002 - International Migration - Wiley Online Library." Accessed May 13. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1468-2435.00066/abstract>.

Wihtol de Wenden Catherine. 2012. « *Atlas des migrations internationales : un équilibre mondial à inventer* », Paris, Autrement, p 96.

Articles de presse et de revues diverses

Bazonzi José Mvuezolo. 2015. « Contribution des diasporas au développement de l'Afrique Centrale », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 161-175

Duhem, Vincent, 8 septembre 2015, « La diaspora ivoirienne, tout dans les muscles », Jeune Afrique, no, <http://www.jeuneafrique.com/mag/262357/politique/la-diaspora-ivoirienne-tout-dans-les-muscles/>

El Mouhoub Mouhoud, 2015.« Migrations internationales : paradoxes et impasses des politiques », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 33-45.

Gemmenne, François. 2015. « Migrations : réaligner les discours publics sur les réalités », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 7-17

Grimson, Alejandro. 2015. « Douze idées reçues sur les migrations », Cétri. *Migrations internationales : un enjeu Nord Sud – Alternatives Sud* no 22 : 23 – 32.

Kalonjji, Billy. 2013. « On est lié par une corde invisible », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 30-34

Koksal, Mehmet. 2013. « Emirdag, mes racines », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : p13

Lafleur, Jean-Michel. 2013. « Une identité transnationale », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 58-59.

Libre Afrique, janvier 2016. « Cameroun : propositions pour une double citoyenneté fructueuse », *Afrik.com*, en ligne <http://www.afrik.com/cameroun-propositions-pour-une-double-citoyennete-fructueuse>

Mawet, Fred. 2013. « De la double absence à la double présence », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : p 64-65.

Myria, 2016. « Migrations en Belgique : données statistiques », Migrations en Belgique donnees statistiques, en ligne [http://www.myria.be/files/Migration2016-2-Migrations en Belgique donnees statistiques.pdf](http://www.myria.be/files/Migration2016-2-Migrations%20en%20Belgique%20donnees%20statistiques.pdf)

Myria, décembre 2016 « La migration a-t-elle un genre », *Myriatics*.

OIM. 2010. « L'expérience MIDA et au-delà », Genève.

OIM, 2015. « La migration dans le monde », <https://www.iom.int/fr/la-migration-dans-le-monde>

Préaux, Céline. Novembre 2015. « L'avenir est-il aux ONG métisses ? », *N'GO Magazine*, no 25 : 14-24.

SA. Février 2017. « Le gouvernement crée un programme d'aide au retour des jeunes camerounais de la diaspora », *Investir au Cameroun*, en ligne <http://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1602-8548-le-gouvernement-cree-un-programme-d-aide-au-retour-des-jeunes-camerounais-de-la-diaspora>

Wamuoyatambwe, Dieudonné. 2013. « Western Réunion », *Migrations Magazine*, no 11 Le siècle des diasporas : 30-31

Résumé

La migration est considérée comme un déplacement d'une population ou d'un ensemble d'individus d'un lieu à un autre. Ce groupe dans ce nouveau lieu va former un ensemble que certains appelleront « diaspora » qui constituera dès lors une représentation des membres d'un pays ou d'une nation en ce lieu nouveau. Autrefois cet ensemble eu égard aux moyens de communication, économique et bien d'autres facteurs n'avaient pas de liens particuliers ou n'entretenaient pas de liens permanents, une fois partis de leurs pays. Aujourd'hui cette donne semble avoir changé.

Ces contacts qui pendant longtemps étaient plutôt considérés comme seulement économiques s'étendent aujourd'hui ou du moins s'établissent de plusieurs manières et dans beaucoup d'autres domaines à savoir le politique, le social, le culturel...C'est ce qui nous permettra d'affirmer que les membres de la diaspora sont des acteurs de développement de leur pays d'origine, et même des influenceurs du devenir sociopolitique dans leurs pays.

Tout au long de mon travail, qui s'attachera aux diasporas ivoiriennes et camerounaises présentes en Belgique, je donnerai des éléments de l'histoire constituante de ces diasporas, je montrerai les nombreux liens qui existent entre les diasporas et les pays d'origine, comment les membres de ces diasporas s'organisent pour rester en contact avec leurs pays d'origines et également prendre part au devenir de ce dernier, et par divers mécanismes et entreprises mises en place la manière dont ils vont s'impliquer dans leurs pays d'origines et y investir.

Mots clés : diaspora, migration, développement, communauté, influenceur